

LE TERRITOIRE EN PERSONNE(S)

MARS 2026
N° 116

MADINMAG

EWAG.

« IL N'Y A PAS
DE PAYS SANS
PAYSANS ! »

**ANAÏS
JANVIER
CHARDON**

*gérante de l'exploitation
Le Domaine de la Vallée*

DOSSIER | AVOIR 20 ANS

CHRISTIANE TAUBIRA sans fards ⁵² • MURIEL JACQUES ou l'art de faire de son mieux ⁶²
SÉLECTION CULTURELLE AUTOUR DU 8 MARS ⁷⁵ • Immersion avec une ÉQUIPE DE
SECOURISTES pendant le carnaval ⁶⁴ • Visite d'un MOULIN À MANIOC ⁷¹



Nouveau Audi Q3

Audi Vorsprung durch Technik



Conçu pour
votre quotidien

Audi Martinique

Modèle présenté : Audi Q3 Sportback S line TFSI Hybride 150ch S tronic : Conso mixte : 6,7-6,3l/100km ; CO2 : 153-143 g/km. Photo non contractuelle.



Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer

ÉDITO

Les choses simples

Quelle saveur avaient vos rêves de jeunesse ? On sourit parfois en repensant à ses ambitions passées... Puis les rêves se transforment, s'ajustent, se redessinent quand ils se heurtent aux choix raisonnables. Mais si le réel nous force parfois à agir avec prudence, les rêves de jeunesse, eux, nous rappellent souvent qui nous sommes profondément. Anaïs Janvier Chardon en est un bel exemple, juriste de formation, elle a toujours su qu'elle se tournerait vers l'agriculture.

Car au fond, les rêves de jeunesse ne parlent pas seulement de métiers. Ils parlent d'élan, d'identité, de passion, d'impact sur le monde. C'est cette déclaration d'intention que nous avons cherchée en interrogeant un panel de jeunes, de 16 à 25 ans. Nous ne leur avons pas demandé ce qu'ils voulaient faire plus tard, mais cherché à comprendre ce qu'ils voulaient être. Quel tableau magnifique !

Et si le véritable défi n'était pas de réaliser exactement nos rêves de jeunesse, mais de ne jamais renoncer à vivre avec la même intensité ? Comme le revendique Christiane Taubira dans l'entretien qu'elle nous a accordé.

Dans ce numéro, finalement, nous rendons hommage aux choses simples. Aux souvenirs d'enfance. De ceux qui ont l'odeur de la vanille et le goût de la farine de manioc, les nôtres, les vôtres.
Bonne lecture.

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles
Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane





Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail : prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrices de la Diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)
Anouck Talban

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélié Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached
Floriane Jean-Gilles (0696 36 91 56)

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay - Sandrine Chopot
Laëtitia Juraver - Thomas Thurar
Axelle Dorville - Caroline Bablin

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim
Mathieu Delmer - Aubane Nesty
Christophe Fidole

Photo de couverture
Aubane Nesty

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)
Siham Bessah (0696 28 75 08)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélié Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (0691 24 28 92)
Marie Prat (0690 56 72 84)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)
Community manager
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

VIDÉO
JRI
Arnaud Galipo (0690 34 90 01)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Crédits photos Freepik : Pages 62 et 65.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.

Ils et elles ont contribué à ce numéro



Laurie-Anne Antoine
Responsable de développement et partenariats



Sariatha Boulard
Journaliste reporter d'images



Amandine Sauvage
Coordination éditoriale



Il arrive.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

SOMMAIRE

LES VOIX DU TERRITOIRE

- 10 LE DOMAINE DE LA VALLÉE Martinique authentique
- 14 ARS Pourquoi la parole des Martiniquais compte ?
- 16 CACEM Laboratoire citoyen
- 18 GRAND PORT MARITIME Des projets au service d'une culture de l'innovation
- 22 ARS Accélérer le dépistage
- 24 AUTOS GM L'expertise n'a pas de genre !
- 26 TOTAL Femmes et leadership
- 28 ORANGE Le sens du défi !
- 30 PRALINE Vous ne le portez pas ?

ET SI...

- 34 SKILLFOR CAMPUS Un pari 100 % gagnant
- 36 FORE « En alternance, on apprend mieux le métier »
- 38 VATEL « Nous préparons les jeunes à construire leur avenir »

LES YEUX DU MÉDIA

- 52 CHRISTIANE TAUBIRA Sans fards
- 56 BRÈVES
- 58 NUMÉROS VERTS : de l'importance des relais locaux !
- 62 « EST-CE QUE J'AI FAIT DE MON MIEUX ? » : portrait de Muriel Jacques
- 64 L'EMPLOI DANS LA CULTURE, ça donne quoi ?
- 66 POURQUOI CERTAINES CELLULES deviennent-elles cancéreuses ?
- 68 DANS LES COULISSES d'une nuit sans urgence
- 70 LE CHIFFRE
- 71 PORTFOLIO Une journée au moulin
- 76 BAD BUNNY en 45 minutes
- 77 « LADY LADY » : sélection culture autour du 8 mars
- 80 IMAGE DU MOIS
- 82 CE QU'IL NE FALLAIT PAS LOUPER



ESSENTIEL - PREMIUM
18-30 ANS

À PARTIR DE 3€

**QUAND T'AS PAS UN ROND,
UNE CARTE
SANS FRAIS À L'ÉTRANGER
C'EST CARRÉ**

AGIR CHAQUE JOUR
DANS VOTRE
INTÉRÊT

CA ET CELUI DE LA
SOCIÉTÉ

MARTINIQUE
GUYANE

Pour toute souscription d'une offre Essentiel ou Premium par un client âgé de 18 à 30 ans (inclus), la réalisation, de manière illimitée, d'opérations de paiement et de retrait à l'étranger est incluse (avec la carte de paiement internationale à débit immédiat ou différé Visa ou MasterCard incluse dans ces offres). Essentiel et Premium sont des offres groupées de services réservées aux clients particuliers, souscriptibles, après acceptation, auprès des Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel. Les produits et services qui les composent peuvent être souscrits séparément. Détail des produits et services inclus dans ces offres et tarifs en vigueur, disponibles auprès de votre Caisse régionale ou sur le site internet www.crdit-agricole.fr (accès gratuit, hors coûts du fournisseur d'accès). Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Martinique-Guyane société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit, Société dont le siège social est situé 21 rue Case Nègres - Place d'Armes - 97232 Le LAMENTIN - RCS Port de France 0 313 976 365 - code APE 6419Z. Société de courtage d'assurances immatriculée au registre des intermédiaires en assurance sous le n° ORIAS 07 024 140 06 - garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L. 512-6 et L. 512-7 du Code des Assurances www.ca-martinique-guyane.fr Téléphone 0596 66 59 39 - Télécopie 0596 51 51 37. ADEME (Filière papier graphique) : 568249 - FR341230_0325RW

Ceiba

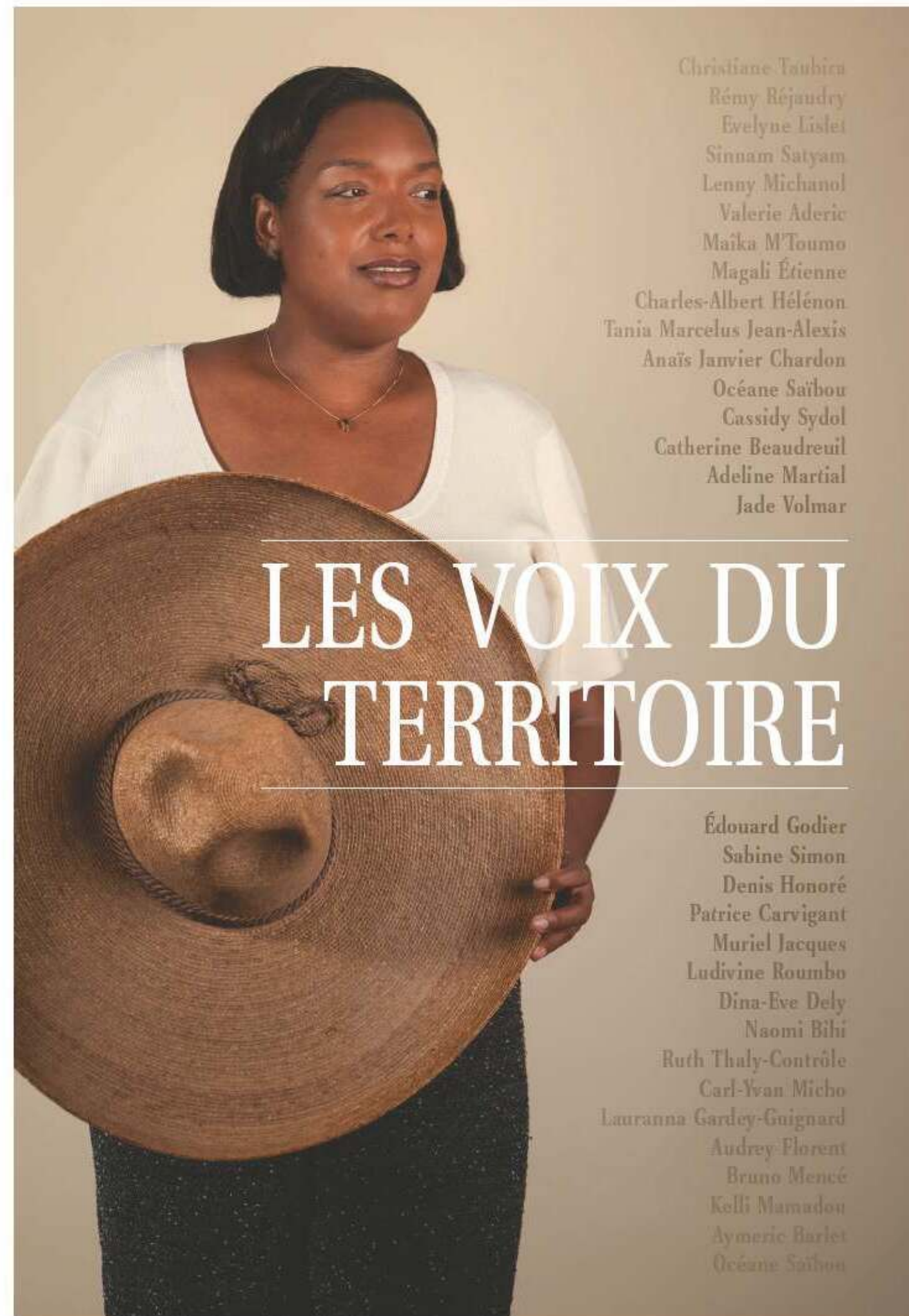
FESTIVAL
TRANSVERSAL

CARAÏBES

DU 27 FÉV
AU 21 MARS

Arts visuels - Cinéma - Conte - Danse - Musique - Slam - Théâtre

ATRIUM
tropiques
SCÈNE NATIONALE



Christiane Taubira
Rémy Réjaudry
Evelyne Lisle
Sinnam Satyam
Lenny Michanol
Valerie Aderic
Maïka M'Toumo
Magali Étienne
Charles-Albert Hélénou
Tania Marcelus Jean-Alexis
Anaïs Janvier Chardon
Océane Saïbou
Cassidy Sydol
Catherine Beaudreuil
Adeline Martial
Jade Volmar

LES VOIX DU TERRITOIRE

Édouard Godier
Sabine Simon
Denis Honoré
Patrice Carvigant
Muriel Jacques
Ludivine Roumbo
Dina-Eve Dely
Naomi Bihi
Ruth Thaly-Contrôle
Carl-Yvan Micho
Lauranna Gardey-Guignard
Audrey Florent
Bruno Mencé
Kelli Mamadou
Aymeric Barlet
Océane Saïbou

MARTINIQUE AUTHENTIQUE

Loin de son exploitation du Morne-Rouge, c'est au Salon International de l'Agriculture de Paris que nous avons rencontré Anaïs Janvier Chardon. Agricultrice engagée, gérante de 17 hectares, elle contribue à faire de la vanille martiniquaise une filière d'avenir. Quand innovation rime avec patrimoine et transmission. Rencontre.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Aubane Nesty

Vous venez de recevoir le Prix national de la dynamique agricole - Banque Populaire, dans la catégorie Transitions agricoles, qu'est-ce que cette distinction représente pour vous ?

J'en suis très honorée. C'est vraiment la reconnaissance de mon travail et celui de mes parents avant moi. Ce sont eux qui sont à l'initiative de cette exploitation que j'ai développée, donc ça me fait chaud au cœur, tout simplement. Au-delà de mon expérience personnelle, je trouve que c'est bien pour le rayonnement de la Martinique. Tout ce qui participe à l'attractivité de notre belle île est primordial pour moi. Il faut savoir que ce prix existe depuis 34 ans et que c'est la première fois qu'il est attribué à un territoire ultramarin.

Le Domaine de la vallée est un véritable écosystème, mêlant plantations, aquaculture, élevage, ouvert au public à travers des ateliers pédagogiques, la restauration et l'hébergement. Pourquoi avoir voulu créer une offre complète ?

Mes parents sont les précurseurs de l'agritourisme en Martinique. Ils ont commencé au début des années 2000, c'était quelque chose d'assez novateur sur le territoire à l'époque. L'histoire commence, en réalité, à la fin des années 1990. Deux personnes sont en reconversion professionnelle, mes parents. Autrefois entrepreneurs dans le bâtiment, ils avaient à cœur de tenir une exploitation. Au départ, ils faisaient de l'élevage caprin et du maraîchage (tomates, laitues...). Et puis, ils ont eu l'idée de proposer une offre touristique en complément de l'agriculture. Leur concept était

de promouvoir le séjour au vert, tout simplement. J'entends par là venir chez l'agriculteur, sur son exploitation et découvrir son quotidien. Manger des produits frais également. Ils voulaient recevoir du public, particulièrement les plus jeunes autour du ramassage des œufs ou des goûters pédagogiques. Et c'est encore plus dans l'air du temps maintenant.

Quand j'ai pris la gérance de l'exploitation, j'ai développé d'autres ateliers, notamment autour de la vanille et de l'aquaculture. Je crois que nous sommes les seuls aujourd'hui, si je ne m'abuse, à proposer cette offre complète en Martinique. Nous sommes autosuffisants. Nous avons de la volaille, du poisson, ainsi que les productions maraîchères, vivrières et fruitières. Nous sommes également autonomes en énergie, avec l'énergie solaire, et la source qui jaillit sur notre exploitation émerge des artères de la montagne Pelée, gage d'une eau de source de qualité.

Peut-on dire que votre engagement est surtout une affaire de transmission ?

Oui, il y a de ça. Et déjà mes parents avant moi. Ce qui les a toujours animés, c'est la valorisation de notre terroir, la valorisation de notre patrimoine également. Et puis surtout, être transparents. La transparence, c'est important aujourd'hui. Le consommateur est de plus en plus soucieux de la traçabilité, de savoir ce qu'il mange et ce qu'il va mettre dans son assiette. C'est aussi ce que mes parents ont voulu mettre en avant. Je parle beaucoup de mes parents parce que ce sont mes exemples. Ce sont des personnes inspirantes

« IL N'Y A PAS
DE PAYS SANS
PAYSANS, C'EST
BIEN CONNU ! »

Anaïs Janvier Chardon, gérante de l'exploitation
du Domaine de la vallée



En 1928, la Martinique produisait pas moins de 3 tonnes de vanille. Ces grandes exploitations ont aujourd'hui disparu et seules quelques petites exploitations continuent d'en produire en faibles quantités. Au Domaine de la Vallée, Anaïs Janvier Chardon produit deux sortes de vanille : Vanilla Planifolia et Vanilla Pompona.

aujourd'hui, des modèles de travail et surtout, ils éprouvent un attachement profond à leur territoire.

Vous êtes juriste de formation, pourquoi avoir choisi de vous consacrer à l'agriculture ?

J'ai effectivement suivi un cursus en droit, rien à voir avec l'agriculture ! Pourtant, tout ce qui m'a toujours animée et je l'ai toujours dit, depuis très jeune, c'est vraiment cet attachement profond à la Martinique. Je souhaite participer à l'attractivité et au rayonnement de l'île. Et pour moi, ça passe nécessairement par l'agriculture. Et je caresse l'espoir, qu'un jour, le secteur primaire, donc l'agriculture, puisse servir de moteur de croissance économique pour les secteurs secondaire et tertiaire. C'est vraiment quelque chose qui m'anime depuis des années. Il n'y a pas de pays sans paysans, c'est bien connu ! Et il faut vraiment qu'on prenne conscience que nous avons un terroir magnifique et une situation exceptionnelle. Et c'est ça qui me porte.

L'agritourisme est-il une filière d'avenir pour nos territoires ?

Incontestablement ! Aujourd'hui, on parle de *slow tourism* et de *travel experiment*. Plus que jamais, les gens ont besoin du retour à l'authenticité. Et l'offre touristique la plus authentique qu'on puisse proposer aujourd'hui, en Martinique, c'est l'agritourisme. D'ailleurs, j'ai monté, avec un groupe d'agriculteurs, l'association d'agritourisme de Martinique, qui s'appelle Voyaj an Tè Matinik. L'association vise à structurer cette filière, parce que c'est une filière agricole à part entière. L'activité principale demeure l'agriculture, c'est notre ADN, notre cœur de métier. Mais à côté, on propose des activités annexes : visite de l'exploitation, ateliers, bien-être à la ferme... Nous travaillons avec les partenaires institutionnels en place, le Pôle agroalimentaire régional de la Martinique et le Comité martiniquais du tourisme, pour proposer une offre touristique pérenne et qualitative. Nous voulons proposer une réelle expérience à la clientèle hexagonale comme à la clientèle locale. D'ailleurs on constate aussi de plus en plus de touristes venus d'Allemagne et d'Europe de l'est. Le tourisme est la première industrie de l'île et je pense que c'est une véritable opportunité économique pour les agriculteurs.

Comment sont nées votre passion pour la vanille et l'idée de la Maison de la vanille ?

Mon père avait planté de la vanille mais il ne savait

pas polliniser les fleurs, donc j'ai appris à le faire. Et j'aime beaucoup le fait d'interagir avec la plante pour obtenir une gousse. Là, c'est vraiment la main de l'homme qui agit pour obtenir la gousse qu'on va récolter neuf mois après. C'est un travail minutieux. Et je me suis prise de passion pour cette orchidée, parce qu'on a tous une histoire avec la vanille. La vanille, ce sont les gâteaux de chez mamie, les crèmes desserts... Elle évoque les souvenirs sucrés de l'enfance. Je pense que la vanille est aujourd'hui l'une des épices les plus plébiscitées, en tous les cas elle fait partie des plus populaires, même si c'est la deuxième épice la plus chère au monde après le safran. La vanille éveille les sens, c'est pour cette raison que j'en apprécie la culture.

Vous êtes aussi vice-présidente de l'association des producteurs de vanille et épices de Martinique (PROVÆ), comment se porte la filière ?

En effet, l'association compte une vingtaine de membres. Notre objectif est justement de structurer cette filière vanille. À ce titre, nous avons intégré la Fédération nationale des vanilles d'outre-mer, qui rassemble les producteurs de tous les outre-mer (Nouvelle-Calédonie, La Réunion, Polynésie française, Guadeloupe, Guyane, Martinique). La force de cette fédération, c'est qu'elle va passer interprofession d'ici la fin de l'année. C'est inédit !

Quelles sont les ambitions de PROVÆ ces prochaines années ?

Notre objectif est de faire rayonner les vanilles françaises. Et cela même si la production française ne représente qu'1 % du marché mondial. Notre vanille s'illustre par sa qualité. Il y a beaucoup de projets à venir, mais il est encore trop tôt pour en parler... Nous souhaitons également augmenter la production pour que la Martinique soit identifiée comme un producteur de vanille et travailler sur des critères de traçabilité. Aujourd'hui, beaucoup disent produire de la vanille. Mais c'est plus complexe que cela. Un vanillier ne va pas vous donner 350 kg de vanille, contrairement à ce que j'entends parfois. Nous voulons montrer, et nous nous organisons pour ça, ce que signifie produire de la vanille. Il ne suffit pas de marier une fleur pour obtenir une gousse. C'est un véritable itinéraire technique qui nécessite beaucoup de temps, de patience, d'expériences, heureuse comme malencontreuse, et des échanges avec les autres membres de la Fédération. C'est ainsi qu'on améliore la qualité du produit, le taux d'humidité des gousses ou les techniques de séchage.

« LA VANILLE
MARTINICAISE
A SA PROPRE EMPREINTE
OLFACTIVE ET CETTE
EMPREINTE VARIE EN
FONCTION DU TERROIR »

Anais Janvier Chardon, gérante de l'exploitation du
Domaine de la vallée



Vanilla Pompona

Qu'est-ce qui rend notre vanille si unique ?

Certains experts la reconnaissent à l'œil et à l'odorat ! La vanille martiniquaise a sa propre empreinte olfactive et cette empreinte varie en fonction du terroir. Une vanille qui va pousser dans le sud n'aura pas la même odeur que la vanille du Domaine de la vallée, au pied de la montagne Pelée. En faisant analyser mes vanilles, j'ai pu constater qu'il y avait une odeur de cannelle, une odeur de fleurs blanches, une odeur de caramel blond, une odeur de caramel brun, il y a énormément d'arômes qui composent la palette aromatique des vanilles de Martinique.

Au Domaine de la vallée, vous travaillez à la revalorisation d'autres cultures anciennes, lesquelles et où allez-vous chercher ces savoirs ?

En plus de la vanille, je veux remettre au goût du jour le cacao et le café. Ce sont des cultures ancestrales, aujourd'hui cultures de niche. Le café, comme le cacao et la vanille, nécessite une expertise. Ça nécessite aussi de récolter, à la main, gousse par gousse, cabosse par cabosse, grain par grain, les vanilles, cacao et café. Il faut vraiment pouvoir observer la maturité du fruit pour venir récolter. Ce sont vraiment des cultures, je dirais, un peu challenge. J'apprends beaucoup auprès des anciens pour savoir comment on plantait du café, comment on le récoltait, à quel moment et comment on en préservait les meilleurs arômes. C'est un travail vraiment fastidieux, mais j'aime ça. C'est le côté Martinique authentique, comme je l'aime.

Vous étiez présente à la 62^e édition du Salon International de l'Agriculture, pourquoi est-il important de participer à ce type d'événements ?

C'est important de montrer que la Martinique est un territoire qui produit de la vanille. C'est important de se présenter également au concours. Cela nous conforte dans notre engagement pour notre île, tout simplement. Et c'est très beau d'aller au Hall 7-2 cette année et de voir la diversité des Outre-mer, les saveurs qu'on propose. Il faut savoir que les stands ultramarins sont les stands les plus visités du Salon. Tout le monde vient pour récupérer un peu de chaleur, pour goûter au bon rhum, pour déguster des confitures, pour découvrir nos épices. On se sent fier quand on voit tout ça. Et tous les retours que j'ai, c'est « wouh, je suis venu en Martinique, les gens sont accueillants. Je suis venu en Martinique, le repas est bon. Je suis venu en Martinique, les paysages sont magnifiques ». Donc il faut être là, c'est incontournable.

Quel a été le résultat de votre participation au Concours général agricole ?

C'était la première fois que je participais au Concours général agricole, sur 2 catégories. La concurrence était rude, beaucoup de territoires produisent de la vanille ! Je n'ai pas obtenu de prix, mais nous n'avons pas à rougir de nos produits. J'ai intégré les remarques du jury qui me permettront de m'améliorer et de revenir en force l'année prochaine.



Le Domaine de la vallée
97260 Mome Rouge
www.martinique-domaine-vallee.com

0696 24 41 40 (numéro WhatsApp)
0596 52 51 81 0696 856 596
domainedelavallee martinique@gmail.com

Bioéthique

POURQUOI LA PAROLE DES MARTINIQUAIS COMPTE ?

Intelligence artificielle, génétique, neurosciences...

Les progrès scientifiques et médicaux transforment notre manière de soigner, de décider et de vivre ensemble. À l'occasion des États généraux de la bioéthique 2026, la Martinique est appelée à contribuer au débat national.

Texte Sarah Balay

Les progrès scientifiques et médicaux s'accroissent. En quoi les États généraux de la bioéthique (EGB) sont-ils aujourd'hui nécessaires ?

Ruddy Valentino, directeur de l'espace de réflexion éthique régional de la Martinique (ERERM) et membre du comité consultatif national d'éthique (CCNE) : Les innovations scientifiques et technologiques dans le domaine du vivant progressent sans cesse avec un impact médical considérable. Intelligence artificielle en santé pour aider au diagnostic, techniques d'analyse et de modification

ciblée du génome, parfois in utero, neurosciences explorant les interfaces cerveau machine ou les implants destinés à corriger une pathologie... Ces avancées soulèvent une question fondamentale : tout ce qui est techniquement possible est-il souhaitable ? Elles interrogent nos repères éthiques, notre rapport à la science, et l'équilibre entre autonomie individuelle et solidarité collective. Les EGB constituent donc un temps démocratique essentiel pour permettre aux citoyens de s'exprimer sur ces enjeux sensibles.

Une réflexion collective et populaire

Organisés par le comité consultatif national d'éthique (CCNE), les États généraux de la bioéthique, lancés le 21 janvier pour l'édition 2026, sont une consultation citoyenne visant à recueillir l'avis de la population avant toute éventuelle modification de la loi de bioéthique. Une synthèse des contributions sera publiée en juin, puis le CCNE rendra un avis en septembre. Ces documents serviront de repères aux législateurs avant la révision prévue à l'horizon 2028.

La santé outre-mer fait partie des thématiques mises en avant cette année. En quoi est-ce un enjeu majeur ?

Si chaque territoire ultramarin présente des problématiques spécifiques, plusieurs difficultés communes se dégagent : des taux de mortalité infantile et maternelle plus élevés que dans l'Hexagone ; une prévalence accrue des maladies infectieuses (dengue, chikungunya, paludisme) et une progression marquée des maladies chroniques, en particulier le diabète et l'obésité. Ces vulnérabilités sont aggravées par des facteurs structurels tels que la précarité socio-économique, l'isolement géographique ou le vieillissement de la population, comme en Martinique. Intégrer la santé en outre-mer dans le débat national conduit ainsi à interroger l'action publique en santé dans les Outre-mer ancrée dans les réalités sanitaires, sociales, culturelles et environnementales propres à chaque territoire.

Sur quels thèmes avez-vous choisi de débattre en Martinique ?

L'espace de réflexion éthique régional de la Martinique consultera nos concitoyens sur la santé en Outre-mer, selon deux axes complémentaires : d'une part, la santé en Martinique, abordée sous l'angle des principes éthiques dans les politiques de santé publique ; d'autre part, une réflexion spécifique sur les prélèvements d'organes et de tissus ainsi que sur la transplantation.

Comment ces débats vont-ils se dérouler sur le terrain ? Qui peut participer ?

Les rencontres ont débuté le 10 février par un débat sur le don d'organes, avec les étudiants en soins infirmiers et des autres filières paramédicales. Jusqu'en mai, des conférences et échanges participatifs seront organisés sur toute la Martinique, notamment le 10 avril à Saint-Joseph et le 13 avril à Fort-de-France, à destination des professionnels de santé, associations d'usagers et syndicats hospitaliers. Une journée nationale dédiée aux lycéens est prévue le 26 mai autour de la question : jusqu'où doit-on soigner ? Nous espérons une mobilisation de tous les acteurs souhaitant contribuer à ces consultations.

« Les États généraux de la bioéthique constituent, pour la Martinique, une opportunité de dialogue et d'expression. Ils permettent de porter nos enjeux éthiques, issus de nos réalités sanitaires insulaires, et de mieux comprendre l'impact des innovations médicales sur notre territoire. Cette participation garantit que les orientations nationales intègrent la diversité de nos contextes de santé. Je salue la mobilisation de l'Espace de réflexion éthique régional auprès du CCNE, dont le travail rigoureux assure une contribution martiniquaise pleinement légitime. L'Agence sera attentive aux conclusions de ces travaux. »

Yves Servant, directeur général de l'Agence régionale de santé de Martinique

Développement du territoire

LABORATOIRE CITOYEN

Ouvrir le débat sur les grands projets de la **Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM)** : le CODEV Centre Martinique (le Conseil de Développement) s'y engage ! Méconnue du grand public, l'institution, créée en 2002, a une place essentielle dans la stratégie de développement de l'agglomération. On vous explique comment.

Texte Thomas Thurar - Photo Jean-Albert Coopmann

Comment la voix des citoyens est-elle considérée au sein de la CACEM ?

Charles-Albert Hélénon, coprésident du CODEV Centre : La prise en compte des voix des habitants d'agglomérations, comme la CACEM, est inscrite dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, dite « loi Voynet », du 25 juin 1999. Cette loi avait pour ambition d'associer la société civile à la stratégie territoriale. L'objectif étant de coconstruire des politiques publiques qui seraient proches du citoyen et de ses préoccupations. L'idée derrière ces échanges était de créer une instance consultative et participative, territoriale, pour produire des avis, introduire du débat, faire remonter des diagnostics et des éléments que l' élu n' imagine pas forcément. Pour ce faire, l'assemblée de la CACEM recueille les avis des membres du CODEV sur toutes les politiques publiques qu'elle souhaite mettre en place. Le CODEV est également sollicité pour le projet de budget de l'agglomération. Nous sommes donc saisis par la CACEM sur tous les sujets mais nous avons aussi la possibilité de réaliser des autosaisines sur tous les dossiers qui nous semblent refléter une attente de la population.

Qui sont les membres du CODEV ?

Magali Étienne, coprésidente du CODEV Centre : Cet organe est composé de personnes de la société civile c'est-à-dire issues de la sphère économique, sociale, culturelle, éducative, scientifique, environnementale et associative. Aujourd'hui le CODEV du centre est composé d'une quinzaine de membres de tout âge. Il est fondamental de rappeler que les membres sont tous bénévoles et ne se revendiquent d'aucun parti ou mouvement politique. Le CODEV de la CACEM est un exemple d'engagement. Il a toujours fonctionné correctement. Nous n'avons jamais dû ajourner une plénière par manque de quorum. Et même pendant la période de la covid 19, nous avons tenu nos réunions, mais cette fois en visio. C'est à souligner, le CODEV possède un socle solide de membres qui ont toujours respecté leur engagement.

Pourquoi avoir décidé d'intégrer la Coordination Nationale des CODEV ?

Tania Marcelus Jean-Alexis, présidente du CODEV Centre : Intégrer la Coordination Nationale des CODEV (CNCD) est une décision à la fois stratégique et engagée. Nous avons présenté notre candidature en 2016, pour un siège au Conseil d'administration de la CNCD qui regroupe 130 CODEV. Quatre axes ont motivé notre candidature. Tout d'abord, donner plus de poids à la parole citoyenne, car la Coordination Nationale permet de porter une voix collective auprès des institutions nationales, faire remonter les réalités locales et influencer les politiques publiques. Ensuite, il s'agissait de mutualiser nos expériences, par l'échange de bonnes pratiques, partager des outils, des formations, bénéficier aussi des retours d'expériences d'autres territoires. Nous souhaitons également participer à la réflexion nationale sur des sujets, la démocratie participative, la transition écologique, la cohésion territoriale, l'innovation citoyenne et d'autres sujets. Cela permet d'être acteur des grandes orientations plutôt que simple observateur. Et enfin pour développer les compétences des membres par des formations, séminaires, rencontres nationales : autant d'occasions de faire monter en compétence les membres du CODEV Centre Martinique.

Cette instance a été portée par Marcel Osenat et animée pendant 20 ans par Sophie Bagoée et depuis 2025 par Gladys Turiaf et leurs équipes de la CACEM.



(De gauche à droite) Magali Étienne (co-présidente du CODEV), Charles-Albert Hélénon (co-président du CODEV) et Tania Marcelus Jean-Alexis (présidente du CODEV), tous les 3 élus du CODEV Agglo Centre Martinique

Feuille de route 2026

« Notre objectif premier, c'est que notre CODEV Centre Martinique soit un acteur central de la participation citoyenne. La première édition du budget participatif de la CACEM, en 2025, a marqué une avancée démocratique majeure. Le CODEV y a joué un rôle structurant : coconstruction du règlement, participation aux comités de sélection, mobilisation citoyenne par 104 projets déposés, 50 recevables, 16 soumis au vote, 5 lauréats. Nous ne revendiquons ni pouvoir exécutif ni posture d'opposition. Notre ambition est de renforcer la qualité démocratique de l'action publique et contribuer à un développement durable, solidaire et lucide du Territoire Centre parce que la démocratie locale ne se décrète pas, elle se construit, se nourrit et s'exige. »

Tania Marcelus Jean-Alexis, présidente du CODEV Centre

Energie et environnement

DES PROJETS AU SERVICE D'UNE CULTURE DE L'INNOVATION

Entre innovation technologique et responsabilité écologique, le **Grand port maritime de la Martinique (GPMLM)** trace les contours d'un modèle caribéen plus autonome, plus résilient, plus durable. Le point avec Bruno Mencé, président du directoire, Kelli Mamadou, cheffe du service développement durable et innovation, Aymeric Barlet, chef de service patrimoine naturel et adaptation au changement climatique. Texte Sandrine Chopot - Photo Jean-Albert Coopmann



Bruno Mencé, président du directoire
du Grand port maritime de la Martinique

À la croisée des enjeux énergétiques, environnementaux et économiques, le Grand Port Maritime de la Martinique change de dimension. À la Pointe des Grives, une transformation profonde est engagée : production d'énergie renouvelable, stockage, SMARTGRID, préservation de la biodiversité, recherche scientifique... Le port ne se contente plus d'organiser les flux. Il devient un acteur stratégique des transitions du territoire, avec une ambition claire : construire un modèle portuaire caribéen plus autonome, plus résilient et durable. Après plusieurs années de travaux, les projets énergétiques entrent dans une phase opérationnelle, avec une inauguration attendue dans les prochains mois.

Le GPMLM a lancé plusieurs projets énergétiques innovants. Quels impacts auront-ils sur la consommation d'énergie et le mix énergétique de la Martinique ?

Bruno Mencé, directeur du GPMLM : Au service du territoire, le port inscrit dans son Projet Stratégique 2025-2029 un volume global d'investissements de 180 millions d'euros sur cinq ans. Parmi eux, 11 millions d'euros sont consacrés au projet SMARTGRID, qui repose sur un triptyque structurant : production, stockage et pilotage intelligent de l'énergie solaire. Ce dispositif permettra de réduire de 50 % la consommation d'énergie fossile du port, soit près de 500 000 euros d'économies

annuelles. Nous développons également un projet expérimental de centrale photovoltaïque flottante, qui pourrait permettre d'atteindre l'autonomie énergétique complète de la Pointe des Grives d'ici cinq ans, pour un investissement estimé à 6 millions d'euros.

Parallèlement, le port engage l'électrification des quais de l'hydrobase et de la gare maritime afin d'alimenter les bateaux et navettes inter-îles à quai, représentant environ 4 millions d'euros d'investissement supplémentaires.

Au-delà des montants engagés, ce qui caractérise notre modèle, c'est la maîtrise complète de la chaîne énergétique : l'électricité produite est stockée dans des batteries, puis réinjectée dans notre propre réseau. Cela nous permet d'optimiser la consommation en temps réel et de fournir aux occupants du port une énergie parfaitement adaptée à leurs besoins, au moment précis où ils en ont besoin. Ce modèle sur un site indépendant est une première en Martinique.

Le modèle a-t-il vocation à se décliner ?

Nous avons des objectifs ambitieux en matière de mix énergétique et d'autonomie. Notre volonté est que ces installations puissent servir de démonstrateur, non seulement pour d'autres ports, mais aussi pour les collectivités et les acteurs privés.

Hormis la performance énergétique, le port affirme également son rôle d'acteur engagé dans la préservation des écosystèmes avec un axe stratégique sur la biodiversité ?

Le port est une entreprise à mission. Compte tenu de l'étendue de son domaine maritime, il intègre la protection des espaces naturels dans l'ensemble de ses activités. Un service dédié travaille en lien étroit avec le monde de la recherche sur la protection des mangroves, la réimplantation des coraux et le suivi des écosystèmes marins. Le Lab'o Coraux, développé en partenariat scientifique, s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Il s'ouvrira également aux scolaires afin de sensibiliser les jeunes générations aux enjeux de biodiversité et de conservation.

Ce qui, au-delà du transport et de la logistique des conteneurs, place le port comme un acteur majeur d'innovation...

Oui, ce projet est exemplaire pour notre territoire. Il démontre que le port peut être à la fois un acteur économique majeur, un moteur d'innovation et un véritable laboratoire de la transition énergétique pour la Caraïbe. Nous prouvons qu'un port peut réduire son empreinte carbone, faire émerger de nouveaux métiers et contribuer activement à un modèle de développement plus durable. Je suis confiant et les équipes sont particulièrement engagées dans cette transformation du grand port maritime de la Martinique.

PAROLES D'EXPERTS



Kelli Mamadou, cheffe du service développement durable et innovation

Le GPMLM vise à couvrir 50 % de la consommation énergétique de la Pointe des Grives, qui représente près des deux tiers des besoins du port. Comment cela se concrétise-t-il sur le terrain ?

Cet objectif se traduit par le développement d'installations d'énergies renouvelables, principalement le solaire photovoltaïque. Des ombrières de parking et des installations en toiture ont été déployées pour une puissance totale de 1,3 MWc, associées à un système de stockage de 2,6 MWh permettant d'autoconsommer l'ensemble de la production solaire. Concrètement, les installations sont pilotées par un système de gestion de l'énergie capable d'anticiper les consommations et la production, d'optimiser les cycles de charge des batteries et de limiter les achats d'électricité sur le réseau. Il s'agit d'une première étape vers une autonomie énergétique totale à l'horizon 2030. Un volet résilience complète le dispositif, avec un groupe électrogène de 1 650 kVA et une cuve de 40 m³ capables d'assurer l'alimentation du terminal et d'un à deux portiques pendant quinze jours en cas de crise majeure.

Quel rôle joue le dispositif photovoltaïque terrestre et la zone énergie, et quels premiers enseignements en tirez-vous ?

Actuellement en phase de test, avec une mise en service prévue courant avril, le photovoltaïque injecte déjà sur le réseau du port. Les premières observations montrent une baisse d'environ 50 % des consommations d'énergie. Il permet ainsi d'accompagner les efforts du territoire en matière de décarbonation, tout en apportant une résilience et une autonomie énergétique et financière sur le long terme. Il contribue aussi à accompagner les occupants du port dans leurs propres objectifs de décarbonation.

En quoi le solaire flottant complète-t-il les dispositifs existants ?

Le solaire flottant constitue le deuxième pilier de la stratégie énergétique du port. Il vise une puissance de 2 MWc, avec un potentiel d'extension à 4 MWc, en cohérence avec les objectifs nationaux de programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). La solution retenue, développée par l'entreprise française SolarInBlue, a démontré sa robustesse notamment avec une résistance à une houle de 9,8 mètres, alors que la houle centennale à la Pointe des Grives ne dépasse pas 4 mètres, ce qui est rassurant. L'impact environnemental est limité car les structures sont simplement fixées par des ancres hélicoïdales, sans massif en béton. En parallèle, le port organise des campagnes de concertation avec les différents acteurs et usagers de la mer ainsi qu'auprès du grand public.

Comment les smartgrids optimisent-ils la consommation énergétique ?

Ils illustrent la volonté du Port de jouer un rôle actif dans la transition énergétique en développant des solutions innovantes et répliquables qui consomment majoritairement de l'énergie en journée, ce qui favorise naturellement l'autoconsommation solaire.

* MWc : mégawatt crête
** MWh : mégawattheure
*** kVA : kilovoltampère



Zone énergie



Aymeric Barlet, chef de service patrimoine naturel et adaptation au changement climatique

Comment le GPMLM peut-il devenir un influenceur de la transition socio-écologique ?

Aymeric Barlet : Le port a une responsabilité majeure, à la fois comme aménageur et comme gestionnaire d'un vaste domaine terrestre et maritime. Notre action s'inscrit dans la Stratégie nationale pour la biodiversité 2030 et le Plan national d'adaptation au changement climatique. L'une de ses priorités est la mise en œuvre d'un schéma directeur du patrimoine naturel : établir un état initial précis de l'environnement, puis définir un plan d'actions hiérarchisant les zones à protéger et celles pouvant être aménagées. Nous renforçons également nos partenariats scientifiques afin d'améliorer la connaissance de la biodiversité locale. La recherche est indispensable pour éclairer la décision publique.

Quelles actions menez-vous pour protéger les écosystèmes marins ?

A.B. : Nous travaillons depuis plusieurs années sur les cétacés afin de mieux comprendre l'impact du trafic maritime. En lien avec des bureaux d'études spécialisés et le Sanctuaire Agoa (OFB), nous étudions la mise en place de corridors de navigation, la réduction de la vitesse des navires et l'impact acoustique du trafic. Nous sommes encore dans une phase de consolidation scientifique.

Le concept de « port sentinelle » peut-il faire du GPMLM une référence caribéenne ?

A.B. : Une convention-cadre signée avec le laboratoire PHEEAC* de l'Université des Antilles et le CNRS structure nos collaborations via des conventions thématiques sur la recherche sur les coraux, l'adaptation au changement climatique et la gouvernance et l'ouverture du Port à son territoire. Nous prévoyons ainsi de travailler sur l'aléa des fortes chaleurs, de plus en plus fréquentes avec le changement climatique. Les zones portuaires, très minérales, sont exposées au phénomène îlot de chaleur urbains, qui amplifie le risque d'hyperthermie. L'objectif est d'étudier deux sites pilotes en partenariat avec Météo France pour définir des seuils d'alerte et des mesures coconstruites avec les usagers du port. Enfin, la dimension « sentinelle » repose sur le suivi de la qualité de l'eau, de la biodiversité et sur la détection précoce des espèces exotiques envahissantes marines. Aux côtés de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) de Martinique, nous portons le plan d'actions régional sur ce sujet. Le GPMLM peut être bien plus qu'une infrastructure logistique : un laboratoire à ciel ouvert de la transition écologique et un acteur scientifique de référence dans la Caraïbe.

*Pouvoirs, Histoire, Esclavage, Environnement, Atlantique, Caraïbe

LAB'Ô CORAUX : SCIENCE ET BIODIVERSITÉ AU SEIN DU PORT

Le Lab'ô Coraux est né du projet d'extension du terminal de la Pointe des Grives, qui impliquait des dérogations pour des espèces de coraux protégés. « Dans

le cadre des mesures compensatoires, il est prévu de déplacer ces colonies et mettre en place un suivi scientifique sur 20 ans. Rappelons que la compensation intervient toujours après l'évitement et la réduction en respect de la séquence éviter, réduire, compenser » précise Aymeric Barlet. Le Port a choisi d'aller plus loin que ses engagements financiers réglementaires pour créer une véritable infrastructure scientifique, aujourd'hui autofinancée. Développé avec le CNRS, le laboratoire dispose d'une unité

aquacole permettant des expérimentations contrôlées. Il a aussi pour vocation de soutenir des initiatives de restauration corallienne grâce aux techniques de fragmentation et de bouturage. « Il peut accueillir d'autres projets de recherche ou servir d'appui à des maîtres d'ouvrage confrontés à des obligations réglementaires similaires. C'est une manière concrète pour le Port de jouer un rôle d'influenceur scientifique au service du territoire » ajoute Aymeric Barlet.

Mars Bleu

ACCÉLÉRER LE DÉPISTAGE



Dr Miguelle Marous, conseillère médicale du président et du directeur général du GIP Martinique Santé

En quoi cette mobilisation autour du dépistage organisé du cancer colorectal est-elle importante ? Parce qu'il s'agit d'un enjeu majeur de santé publique. Avec environ 180 à 200 nouveaux cas diagnostiqués chaque année, selon les derniers chiffres connus, le cancer colorectal demeure l'une des principales causes de mortalité par cancer : 2^{ème} chez les hommes et 3^{ème} chez les femmes sur le territoire. À noter également que notre population connaît un vieillissement marqué qui contribue à augmenter l'incidence des cancers d'une manière générale, et de ce cancer en particulier,

Intensifier le dépistage du cancer colorectal, c'est le défi de Mars Bleu 2026. L'ARS, le GIP Martinique santé et leurs partenaires œuvrent pour une mobilisation des acteurs de santé et de la population concernée en faveur de cet outil majeur de prévention. Entretien avec le Docteur Miguelle Marous.

Texte Anne de Tarragon - Photo Jean-Albert Coopmann

qui touche principalement les plus de 50 ans (près de 60 % des cas surviennent après 70 ans). Or les personnes de 50 à 74 ans, invitées par l'assurance maladie à ce dépistage gratuit, simple et fiable, à faire chez soi tous les deux ans, le réalisent trop peu : en 2024, le taux de participation est de 19,5 % en Martinique, encore trop en deçà du seuil européen acceptable de 45 %. Il est important de rappeler que si on en parle aujourd'hui, le dépistage reste accessible toute l'année, et pas seulement en mars.

Quels sont les facteurs de risque ?

L'âge, on l'a dit, mais aussi une mauvaise hygiène de vie : faible consommation de fibres, fruits et légumes, excès de viande rouge, de charcuterie, aliments ultra-transformés, alcool, tabac, surpoids, obésité, sédentarité. Les autres facteurs de risque sont des antécédents personnels et familiaux tels que les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (maladie de Crohn, recto-colite hémorragique), les antécédents de cancer colorectal, les maladies génétiques et le syndrome de Lynch. Le cancer colorectal est un cancer évitable, parce qu'il est majoritairement lié au mode de vie.

À quoi sert ce test de dépistage ?

Le test consiste à rechercher dans les selles, des traces de sang non détectables à l'œil nu, en l'absence de tout symptôme. Avoir du sang dans les selles peut être le signe d'une lésion pré-cancéreuse, ou d'un cancer à un stade précoce. Le détecter à ce stade augmente singulièrement les chances de guérison qui interviennent alors dans neuf cas sur dix. Les traitements étant moins lourds, puisque le cancer est pris en charge tôt, les séquelles sont réduites.

Quels sont les freins à un dépistage mieux suivi ? La prévention secondaire est souvent mal comprise par les personnes qui se sentent en bonne santé



Aurélié Tomasi (assistante médico-administrative/gestionnaire de santé publique), Géraldine Picouly (assistante médico-administrative/gestionnaire de santé publique), Natacha Joseph-Monrose (chargée de communication) et Dr Miguelle Marous (conseillère médicale du président et du directeur général du GIP Martinique Santé)

et craignent un diagnostic qui les confronterait à la maladie. Ensuite, il y a l'isolement social et la précarité : certaines personnes vivent dans des conditions si difficiles que la santé n'est pas une priorité, a fortiori la prévention. À noter aussi que le dépistage est moins souvent réalisé dans les zones rurales où les déplacements sont parfois difficiles, des zones également touchées par une faible densité médicale.

Compte tenu de ces difficultés, comment inciter la population à se dépister ?

Cette année, nous avons ciblé le nord de la Martinique et fait le choix de travailler en partenariat avec les Pharmaciens de l'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) Pharmacie. Les pharmaciens sont en effet des acteurs de santé de proximité, habilités à distribuer les kits depuis 2022, et à faire le point sur les facteurs de risque avec la population. Je précise que, outre les pharmaciens, les médecins traitants, les médecins du travail, le Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers CRCDC (ex-AMREC) peuvent délivrer ces kits. Les infirmiers libéraux, autres acteurs de santé de proximité, au rôle déterminant dans les zones rurales, auront bientôt la

possibilité de le faire aussi. Aller au plus près des habitants et rendre la prévention plus accessible à ceux qui en ont le plus besoin est primordial. Les personnes en situation de vulnérabilité sociale bénéficient d'appels téléphoniques d'accompagnement de l'Assurance Maladie. Ces actions de proximité mobilisent les professionnels de santé, les acteurs institutionnels et les partenaires locaux pour faciliter l'accès au dépistage et renforcer l'accompagnement des usagers, en lien également avec les travailleurs sociaux. Informer et sensibiliser dans le monde du travail et débiter la prévention primaire dès le plus jeune âge pour aboutir à une « génération prévention » sont aussi des leviers.

En quelques chiffres

- 47 000 personnes touchées chaque année en France
- 17 000 décès
- En 2024, 27 000 personnes ont réalisé le test en Martinique sur les 138 000 personnes concernées.
- Taux de survie à 5 ans : 63 % dans l'Hexagone, 53 % en Martinique

Automobile

L'EXPERTISE N'A PAS DE GENRE !

Dans un secteur traditionnellement considéré comme masculin, zoom sur les forces vives féminines d'**Autos GM**. L'entreprise compte 52 femmes sur un peu plus de 200 salariés. Nous avons rencontré 4 d'entre elles. Leur point commun ? Elles sont les uniques femmes de leur équipe commerciale respective.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Jean-Albert Coopmann

« Alors que l'entreprise fêtera son 54^e anniversaire cette année, il nous semblait opportun de saluer l'engagement des femmes de l'entreprise. Et même si elles sont minoritaires, c'est aussi l'occasion de rappeler à toutes celles qui seraient intéressées par le monde automobile qu'elles peuvent y faire carrière », souligne Catherine Beaudreuil, responsable marketing et communication du pôle automobile du groupe.

Pas de voie toute tracée

Et ce n'est pas Éveline Lislet et Valérie Aderic qui diront le contraire, respectivement 35 et 30 ans d'expérience dans le secteur automobile. Éveline est aujourd'hui conseillère commerciale Mercedes-Benz. Adeptes des sports mécaniques, l'automobile est une passion : « J'avais envie de faire ce métier. J'étais

secrétaire de direction, c'est comme ça que j'ai mis les pieds dans une concession automobile. Je me suis ensuite tournée vers la vente quand ma fille est entrée au lycée ». Valérie, quant à elle, occupe le poste d'adjointe cheffe des ventes Audi depuis 2023, et se souvient qu'elle est entrée dans l'automobile un peu par hasard : « C'est une amie qui a envoyé une candidature, à mon nom, chez BMW. Ils cherchaient à l'époque des commerciaux avec 5 ans d'expérience. Elle avait vu l'annonce sur le France-Antilles. Je n'avais pas le niveau requis donc j'ai renoncé à postuler, c'est elle qui a envoyé la candidature à ma place. J'ai décroché un entretien, à ma plus grande surprise, et obtenu le poste. Je me souviens de cet entretien comme si c'était hier, je portais un ensemble bleu, c'est un membre de la direction qui m'a reçue. Il y

avait une voiture miniature sur son bureau, il m'a dit "vendez-moi cette voiture", ce que j'ai fait, je lui ai ensuite demandé comment il m'avait trouvée ? Et c'est cette audace qu'il a retenue, il m'a confié ensuite que j'étais la seule à lui avoir posé la question ». Il y a sans doute autant de parcours différents que de femmes dans les concessions automobiles du groupe Pariait. Sabine Simon, conseillère commerciale Opel, confirme : « Je me destinais au métier d'interprète, je détestais le commerce. Et puis un accident de la vie m'a conduit vers ce métier pour lequel je n'avais aucune formation. Comme quoi, on n'est pas obligé de sortir d'une école de commerce pour réussir dans ce domaine. C'est surtout une histoire de caractère et de personnalité. Je dirais que ce n'est pas un métier de sprinter, c'est un métier de coureur de fond. Vouloir brûler les étapes, c'est l'assurance de se planter ! Il faut tenir, c'est un engagement moral et physique, parfois loin du glamour quand il s'agit de nettoyer des voitures. Mais c'est un magnifique métier, j'y rencontre tous les jours des gens formidables ». Toutes s'accordent sur ces deux points, la pugnacité est de rigueur et le contact humain est enrichissant.

« Si vous n'aimez pas les gens, passez votre chemin, s'amuse Valérie Aderic. L'achat d'une voiture est un besoin et il faut guider le client afin de l'aider à faire le bon choix.

Cliché ! Vraiment ?

It's a man world ! « Mais les femmes avec lesquelles je discute ont toujours été bien accueillies en dépit de quelques réflexions et remarques, nuance Sabine Simon. Pour Naomi Bihi, conseillère commerciale Kia, en CDI depuis 1 an, après une formation en alternance, le constat est le même. « Ce n'était pas facile au départ, déplore-t-elle, quand on est une femme on a envie de prouver deux fois plus qu'on est légitime à ce poste. J'apprenais des fiches produits par cœur, je faisais énormément de recherches pour avoir une bonne connaissance du marché automobile, pour tenir un discours clair auprès des clients. Je ne disais qu'à la fin de l'entretien que j'étais alternante. Je suis en début de carrière, de nombreuses perspectives d'évolution professionnelle s'offrent à moi, alors on verra bien où le vent me mène. Notre génération n'a pas peur du changement. »

Sabine Simon (conseillère commerciale),
Éveline Lislet (conseillère commerciale),
Valérie Aderic (adjointe cheffe des ventes),
Naomi Bihi (conseillère commerciale)

Autos GM
La Garantie des Grandes-Markes

Autos GM
Acajou
Vieux chemin de Californie

97232 Le Lamentin
05 96 42 72 00
www.autosgm.com



« D'abord se faire confiance entre femmes, puis accompagner, ouvrir la voie, transmettre : c'est ainsi que nous faisons vraiment avancer l'égalité. #Women Elevating Women. »

Danielle Zou Montezume, directrice commerciale

« À toutes les femmes : restez fidèles à vous-mêmes, avancez avec détermination et n'ayez pas peur de viser l'excellence. »

Stéphanie Perugien, directrice d'Exploitation

« Aucune réussite professionnelle n'est solitaire : toute œuvre commune est le fruit d'une intelligence partagée. »

Micheline Sabin, directrice des ressources humaines

« Femme de vision et d'action. »

Francine Pingray, cheffe de centre empletteur

« Les femmes ont une puissance toute singulière qui allie l'apparence de la faiblesse et la réalité de la force. »

Aude Jourdain, directrice administrative et financière

Égalité

FEMMES ET LEADERSHIP

À l'heure où l'égalité professionnelle femmes-hommes s'inscrit dans un cadre légal, certaines entreprises n'ont pas attendu pour agir. C'est le cas chez **TotalEnergies Marketing Antilles-Guyane**, où les femmes occupent une place centrale dans les fonctions d'encadrement.

Texte Sarah Balay - Photo Jean-Albert Coopmann

Dès son arrivée aux Antilles-Guyane, La filiale TotalEnergies Marketing Antilles-Guyane a inscrit la mixité et l'inclusion dans ses valeurs fondamentales. « À l'origine, l'entreprise comptait quatre femmes aux côtés d'un président, précise Micheline Sabin, DRH de la filiale. Au fil du temps, les équipes se sont progressivement diversifiées, permettant d'atteindre un véritable équilibre entre les femmes et les hommes. » Aujourd'hui, si le cadre légal est devenu plus formel et exigeant, cela ne change en rien les pratiques. TotalEnergies Marketing Antilles-Guyane applique depuis toujours

ces principes : égalité d'accès aux postes, à la formation, à la rémunération et à la mobilité.

« L'entreprise ne raisonne pas en fonction de l'âge. Le comité de direction est composé aux deux tiers de femmes, âgées de 30 à 60 ans, partageant une même dynamique et un objectif commun : accompagner et faire grandir les équipes, quels que soient les métiers », poursuit Micheline Sabin. 68,6 % des cadres sont également des femmes.

Dans un territoire où la figure de la femme « potomitan », pilier central de la famille et de la société, est profondément ancrée, cette représentation féminine fait écho à une réalité culturelle locale. Un leadership assumé, au plus près des équipes, qui selon la DRH s'exerce « dans la joie et la bonne humeur » avec « beaucoup de feedback, de dialogue et de transparence. »

Depuis plus de dix ans, l'ensemble des métiers s'est fortement féminisé au sein de la filiale Antilles-Guyane. Les femmes sont aujourd'hui présentes dans tous les corps de métier, y compris dans les fonctions à forte technicité : travaux, transport, aviation, services techniques, etc. À ce titre, l'entreprise porte une attention particulière à l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, notamment pour les jeunes parents. « Nous sommes soucieux d'accompagner les différentes périodes de vie de nos collaboratrices, soutient la DRH, en tenant compte des situations de maternité, d'adoption ou de

congé parental, et en sécurisant les retours de congé maternité. »

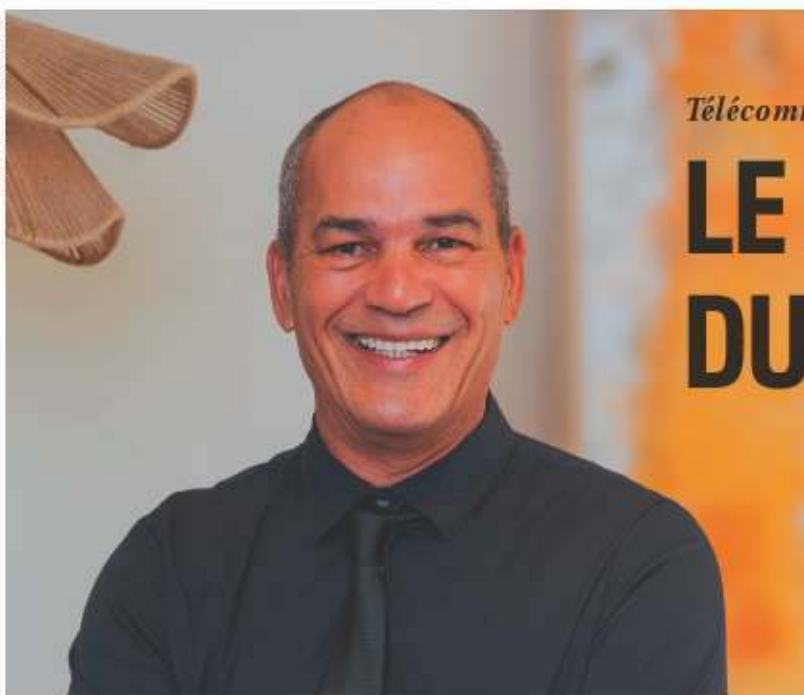
Développer ses compétences

Autre point fort de la filiale : la formation interne et les perspectives d'évolution. « Être une femme au sein de l'entreprise n'a jamais été un frein : tout est mis en œuvre pour lui permettre d'évoluer, de performer et de construire sa carrière, dans le respect de sa vie privée. »

Ces résultats reflètent les valeurs humaines historiquement portées par l'entreprise, telles que définies dans son code de conduite à l'échelle internationale. « Les principes de sécurité, de droits humains et d'intégrité sont des valeurs fortes qui nous accompagnent, rappelle Micheline Sabin. Ils encadrent notre quotidien et soutiennent le développement de tous les collaborateurs. »

À cela s'ajoute une démarche RH commune à la Compagnie (Talent Développer, dispositifs de recrutement, communautés métiers...), qui permette aux femmes, comme aux hommes, de développer leurs compétences et d'accéder à des postes à responsabilité.

Chez TotalEnergies Marketing Antilles-Guyane, l'égalité femmes-hommes n'est donc pas une promesse, mais une pratique quotidienne, concrète et durable, qui permet à chaque femme de progresser et de prendre pleinement sa place.



Denis Honoré, délégué régional d'Orange

Télécommunications

LE SENS DU DÉFI

Denis Honoré, délégué régional d'Orange, en Martinique, est un homme de terrain. Manager expérimenté, il place son engagement au service de la résilience des réseaux, de l'inclusion numérique et de la transformation du territoire.

Texte Sandrine Chopot

Entré en 1985 dans les métiers techniques, Denis Honoré évolue rapidement vers la gestion de contrats et du très haut débit. En 1998, il rejoint la Guadeloupe comme chef de projet internet pour Wanadoo. « Au bout de trois ans, la Guadeloupe est devenue le premier département français en nombre d'abonnements rapporté à sa population », tient-il à rappeler avec fierté. Quatorze postes jalonnent ensuite son parcours :

direction marketing, pilotage de centres d'appels, management de boutiques aux Antilles-Guyane, puis responsabilité de 300 collaborateurs en Centre-Val de Loire. Entre 2022 et 2024, il pilote le parcours client sur le nord-ouest de la France. « Je remercie Orange qui m'a permis de monter en compétences à travers de nombreuses missions », confie-t-il.

Le retour aux sources

Lorsque en septembre 2024, la direction du groupe lui propose de revenir en Martinique comme délégué régional, la décision s'impose. « Je me suis dit : qu'est-ce que tu as fait pour ta Martinique ? ». Officiellement nommé le 1^{er} décembre 2024, il définit une feuille de route articulée autour de trois priorités stratégiques. La première : la solidité des réseaux face aux risques climatiques et sismiques. La mise en service, fin 2025, du téléport du Lamentin, construit par Orange et exploité par Eutelsat OneWeb, contribue à renforcer la sécurité des communications, complétant les câbles sous-marins qui font de la

Martinique un hub stratégique. Deuxième axe : accompagner les populations. « Lever les craintes et rendre le numérique accessible à tous », précise-t-il. En 2025, plus de 2 200 personnes ont été formées via les ateliers gratuits de l'Orange Digital Center. L'objectif : anticiper l'arrêt progressif du cuivre et accélérer l'accès au très haut débit, alors que seuls 42 % des foyers martiniquais sont aujourd'hui éligibles à la fibre.

Préparer l'avenir

Enfin, la cybersécurité et la RSE sont au cœur de sa stratégie. En 2026, Denis Honoré souhaite continuer à travailler avec les institutions, les chambres consulaires, les organisations professionnelles pour intensifier la sensibilisation à la cybersécurité auprès des entreprises et collectivités, avec un discours pédagogique basé sur des exemples concrets. L'intelligence artificielle fera l'objet d'une double approche : pédagogie grand public et accompagnement ciblé des professionnels pour une intégration responsable. L'environnement reste une priorité avec un challenge intercollèges sur le recyclage des mobiles pour initier les jeunes au réemploi. « La réussite de l'ensemble de ces chantiers passera par l'engagement de tous. Une dynamique commune au service de la Martinique ! », conclut Denis Honoré.



ASSURANCE SANTÉ, PRÉVOYANCE, RETRAITE

Faites confiance à l'expert !



Expert (nm) : professionnel reconnu pour son excellence ainsi que sa maîtrise dans son domaine, et capable de prouver cette compétence.

- ✓ ADEP, au service des entreprises et des indépendants depuis plus de 35 ans
- ✓ ADEP, reconnu 1^{er} assureur santé* aux Antilles/Guyane
- ✓ ADEP, une qualité de service approuvée à plus de 92%*

Pour votre protection et celle de vos salariés, faites comme plus de 6 000 entreprises avant vous, contactez vos experts ADEP pour réaliser une étude sur mesure de vos besoins en santé, prévoyance et retraite.

SANTÉ OBSÈQUES PRÉVOYANCE

PARTICULIERS & ENTREPRISES

SERVICE ENTREPRISES :

0596 61 22 44

Retrouvez l'ensemble des agences sur www.adep.com



Vide-dressing

VOUS NE LE PORTEZ PAS ?

Produits neufs ou articles de seconde main, la plateforme facilite la revente de vêtements, chaussures et accessoires entre particuliers. Il aura fallu 5 ans de développement pour que l'application **Praline** voit le jour. Nous avons rencontré Carl-Yvan Micho, son cofondateur et gérant.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Jean-Albert Coopmann



Carl-Yvan Micho, cofondateur et gérant de Praline

À ceux qui ne seraient pas familiers de ce type d'applications, comment lever les freins quant à la sécurité et à la fiabilité de l'appli ?

L'application dispose d'un système de transaction sécurisée : le paiement est placé en attente jusqu'à la vérification de l'article. En cas de non-conformité, la transaction est annulée. C'est un système bien rodé, géré par des plateformes internationales spécialisées, garantissant que les données bancaires ne sont jamais accessibles aux tiers. L'application ne prévoit pas non plus de règlement en espèces. D'autre part, la messagerie intégrée permet aux acheteurs de demander des photos supplémentaires ou de négocier le prix de l'article. C'est un moyen de recréer l'esprit convivial du vide-dressing... Version digitale.

Comment avez-vous adapté ce concept à nos réalités locales ?

Je pense que, plus qu'une simple application de revente, Praline se présente comme une réponse concrète à la vie chère et aux contraintes logistiques propres à nos territoires. En première ligne : le transport. Donc, contrairement aux grandes plateformes hexagonales, l'application propose la remise en main propre comme mode de livraison. Pour éviter les frais d'acheminement, vendeurs et acheteurs peuvent se retrouver dans des points stratégiques, prédéfinis sur l'application : parkings de supermarchés ou de restaurants, sur les grands axes routiers. Une cartographie spécifique a été entièrement conçue pour la Martinique et la Guadeloupe afin d'organiser ces échanges. Pour celles et ceux qui préfèrent l'envoi postal, un partenariat avec Chronopost permet d'expédier les colis. Mais, pour l'instant, les transactions restent intra-île : pas encore d'articles martiniquais vendus en Guadeloupe et inversement, le coût du transport inter-îles étant trop élevé.

La plateforme compte aujourd'hui 3 500 utilisateurs, ce chiffre est-il conforme à vos projections ?

Au lancement, en avril 2025, l'objectif était modeste : atteindre 500 utilisateurs d'ici décembre 2025. Mais la réalité a largement dépassé les projections. En décembre 2025, la plateforme comptait déjà 2 800 utilisateurs. Aujourd'hui, ils sont plus de 3 500, en Martinique et en Guadeloupe. Notre ambition est d'atteindre la barre des 10 000 utilisateurs fin 2026 ; 200 000 à terme. L'objectif est ambitieux, mais mon collaborateur, Ludovic Verrechia, et moi sommes persuadés que Praline s'inscrit dans l'air du temps, en incarnant une nouvelle manière de consommer : locale, circulaire et solidaire.



PRALINE

Application disponible sur
Android et iOS

Allianz



Réalisation CONCEPT - Crédit photo : Getty Images

Une meilleure rentabilité

Vous nous faites confiance pour assurer vos biens, votre famille ou votre activité. Allianz, ce sont aussi des placements financiers et des solutions adaptées à vos capacités et vos attentes pour offrir une meilleure rentabilité à votre épargne. **Rendez-vous en agence Allianz ou sur [outre-mer.allianz.fr](https://www.allianz.fr)**



Document à caractère publicitaire
Allianz Vie - Entreprise régie par le Code des assurances - Société anonyme au capital de 681.879.255 euros - Siège social : 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - 340 234 962 R.C.S. Nanterre

CHALLENGE TOI AVEC LE RSMA

JOURNÉE PORTES OUVERTES - 25 AVRIL DE 8H À 17H



8h00 : Ouverture
●
9h00 : Inauguration
●
9h30 :
Le Challenge
Animé par
Laurent Giboyau
de la **Pirate Race**
●
Après-midi :
Challenge libre
En famille, entre amis...
formez votre équipe!
Nombreux lots à gagner!
●
Présence de **Léaline,**
Miss Martinique

●
Entrée gratuite
●
Snack et buvette
●
Entrées à côté des parkings
RSMA et école Gondeau



Alternance UN PARI 100 % GAGNANT

Tous s'accordent sur le fait que l'alternance est un dispositif d'avenir, bénéfique pour les étudiants comme pour les entreprises. Encore faut-il que ces dernières soient au fait des avantages et des enjeux, réels, qui en découlent. Le point avec Audrey Florent, directrice du développement commercial et de la relation client de Skillfor Campus.

Texte Laëtitia Juraver - Photo Jean-Albert Coomann

Audrey Florent, directrice du développement commercial et de la relation client de Skillfor Campus

Skillfor Campus, le centre de formation de la Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique (CCIM), regroupe 3 entités historiques : l'EGC Business School qui forme jusqu'au BAC + 3, le centre de formation continue destiné aux salariés, dirigeants et demandeurs d'emploi et enfin, le CFA (Centre de formation des apprentis) qui accueille 600 jeunes par an, formés de BAC + 2 à BAC + 5, exclusivement en alternance, aux métiers du secteur tertiaire comme la comptabilité, la communication ou encore l'informatique. « Certes, l'alternance est aujourd'hui très à la mode. À Skillfor, nous y croyons depuis nos débuts. Notre CFA fêtera d'ailleurs ses 30 ans l'année prochaine, précise Audrey Florent. Nous avons à cœur de proposer à nos jeunes des parcours en alternance, du baccalauréat au master, pour qu'ils puissent effectuer l'intégralité de leur cursus en Martinique s'ils le souhaitent. »

Un moteur pour les salariés, pour l'entreprise

L'alternance est un dispositif qui permet aux étudiants de bénéficier d'une formation qualitative, gratuite et rémunérée, théorique mais pas que : « Parfois, les entreprises s'engagent en pensant accomplir une bonne action, sans être convaincues. Pourtant, engager un alternant revient à former durant 1 à 2 ans un futur salarié aux méthodes et aux valeurs de son entreprise. Une fois sa formation terminée, l'étudiant est immédiatement opérationnel et prêt à être embauché », explique Audrey Florent. Ce dispositif constitue également un véritable moteur pour les salariés, comme pour l'entreprise. « Souvent l'alternance permet d'apporter une nouvelle compétence en interne. Accueillir un jeune en formation dans un domaine d'activité actuel permet d'insuffler une nouvelle dynamique.

Sur un territoire vieillissant, il devient, par ailleurs, urgent d'assurer la relève », souligne la directrice. Mais pour que l'équation fonctionne, il est impératif que les deux parties s'impliquent : « L'alternance ne consiste pas à remplacer un salarié à moindre coût. Si l'aspect économique est un argument majeur, il ne constitue pas le seul critère, sinon le projet est voué à l'échec. Un étudiant

« SI L'ASPECT ÉCONOMIQUE EST UN ARGUMENT MAJEUR, IL NE CONSTITUE PAS LE SEUL CRITÈRE, SINON LE PROJET EST VOUÉ À L'ÉCHEC. UN ÉTUDIANT EN ALTERNANCE N'EST AUTRE QU'UN SALARIÉ EN FORMATION QUI DOIT ÊTRE ACCOMPAGNÉ »

Audrey Florent, directrice du développement commercial et de la relation client de Skillfor Campus

en alternance n'est autre qu'un salarié en formation qui doit être accompagné. Il est par ailleurs fondamental que le tutorat s'opère sur la base du volontariat, car le tuteur constitue la pierre angulaire du système. Par ailleurs, les tuteurs

ne doivent pas être livrés à eux-mêmes. Cette mission s'apprend et requiert des compétences spécifiques », ajoute Audrey Florent.

Un accompagnement sur-mesure pour les tuteurs et les entreprises

Skillfor Campus fédère aujourd'hui un réseau de plus de 400 tuteurs. Une formation certifiante est d'ailleurs proposée aux salariés qui aimeraient occuper ce rôle. « Le tutorat implique de vouloir et de savoir transmettre. Un bon professionnel peut s'avérer être en réalité un très mauvais tuteur. Cette formation permet aux futurs encadrants de clarifier leur rôle et de gagner en légitimité », poursuit Audrey Florent. Un accompagnement global, opéré par une équipe dédiée, en charge du suivi administratif et de la relation entreprises-apprenants, est également proposé aux entreprises. « Nous voulons montrer que l'alternance n'est pas l'apanage des grandes entreprises. L'adéquation entre l'étudiant et l'entreprise d'accueil est aussi un élément clef. L'alternance repose sur un système tripartite et il est important que chacun y trouve sa place. Des réunions dédiées aux tuteurs ainsi que des visites en entreprises sont organisées pour garantir l'intégration de l'étudiant et veiller à ce que les missions qui lui sont confiées répondent aux impératifs de sa formation », développe la directrice. Enfin, Skillfor Campus met à disposition des entreprises une plateforme qui permet de suivre en temps réel la progression des étudiants et ainsi d'adapter les missions qui leur sont confiées. « De ce suivi dépend également la réussite du dispositif. Il permet de s'assurer que les parties prenantes sont alignées, et qu'elles travaillent en tandem à la réussite de cet objectif commun », conclut Audrey Florent.

Formation

« EN ALTERNANCE, ON APPREND MIEUX LE MÉTIER »

Depuis six mois, Lou-Ann Jarel partage son temps entre le centre de formation **FORE Martinique** et le magasin But, où elle bénéficie des conseils de sa tutrice, Anaïs Poulin. L'alternance, toutes deux n'y voient que des avantages.

Texte Caroline Bablin - Photo Deborah Goesse



Lou-Ann Jarel, alternante, et Anaïs Poulin, sa tutrice

Pourquoi avoir choisi l'alternance pour préparer le titre professionnel de Manager des unités marchandes ?

Lou-Ann Jarel : J'aime beaucoup le fait d'aller en cours et d'être en même temps en entreprise. Tous les lundis, j'apprends la théorie en centre de formation, et du mardi au samedi – bien sûr avec un jour de repos quand même – je peux mettre en pratique en entreprise. Je pense qu'on apprend mieux le métier quand on peut appliquer immédiatement ce qu'on a vu en cours. Et poursuivre mes études en étant rémunérée est aussi un vrai avantage...

Quel intérêt l'entreprise a-t-elle de recruter des alternants ?

Anaïs Poulin : Pour nous, c'est une façon de miser sur l'avenir. L'objectif, quand on a passé deux ans à former des jeunes, qu'ils ont intégré la culture d'entreprise, c'est de les garder avec nous. Plusieurs de nos managers aujourd'hui sont arrivés en tant qu'alternants.

Comment voyez-vous votre rôle de tutrice ?

A. P. : J'aime transmettre. J'ai 32 ans et j'étais encore en études il n'y a pas si longtemps. J'ai cette vision du relais qu'il y a à faire entre les acquis théoriques et l'apprentissage sur le terrain. L'un ne va pas sans l'autre pour commencer une carrière dans les meilleures conditions possibles. Moi-même, je n'ai pas eu la chance de faire mes études en alternance, et c'est la raison pour laquelle je m'attelle à être le plus disponible possible pour eux, même si on a un métier où on est en activité tout le temps...

Quels sont les aspects du métier où l'alternance peut apporter un plus ?

L.-A. J. : La relation client, c'est sûr.

A. P. : C'est vraiment le sujet sur lequel ils aiment être accompagnés, parce que ce n'est pas inné non plus et qu'ils ont la chance de travailler avec nous, leurs tuteurs, mais aussi avec tous leurs collègues titulaires en magasin qui peuvent les conseiller...

Et après l'examen, comment voyez-vous votre avenir ?

L.-A. J. : Je souhaite continuer mes études et préparer une licence, toujours en alternance, car je tiens à garder un pied dans le monde du travail.

FORE

APPRENTISSAGE 2026, AU-DELÀ DE L'AIDE FINANCIÈRE

JE CHANGE SA VIE, JE SOUTIENS UN APPRENTI

Depuis 2026, l'aide à l'embauche d'un apprenti est recentrée :

- **5 000€** pour les entreprises de - de 250 salariés (pour un diplôme jusqu'au niveau BAC+2, la 1^{ère} année)
- **6 000€** pour un apprenti en situation de handicap.



POURQUOI RECRUTER UN APPRENTI ?

Anticiper ses futurs recrutements,
Former à la culture de l'entreprise,
Sécuriser les embauches,
Renforcer la marque employeur,
Bénéficier de compétences, actualisées

c'est un **investissement durable** dans les compétences et la performance de **votre entreprise !**

Michelle Pharose - 0696 02 20 40
michelle.pharose@fore.fr / www.fore.fr/martinique



*sous réserve de modifications par le Ministère du Travail

Hôtellerie-tourisme

« NOUS PRÉPARONS LES JEUNES À CONSTRUIRE LEUR AVENIR »

En Martinique, l'hôtellerie-restauration et le tourisme figurent parmi les piliers majeurs de l'économie. Pour accompagner la montée en gamme du secteur, **Vatel Martinique** s'impose comme un acteur stratégique de la formation supérieure.

Texte Sandrine Chopot
Photo Jean-Albert Coopmann

Lauranna Gardey Guignard, directrice de Vatel pour la zone Antilles, défend une conviction forte : la performance du territoire passe par la formation locale des talents. « Vatel Martinique accompagne les futurs talents de l'hôtellerie-restauration et du tourisme dans leur montée en compétences grâce à des formations professionnalisantes, en initial ou en apprentissage, afin de contribuer immédiatement au développement des entreprises martiniquaises. »

Un réseau mondial, un ancrage territorial

Adossée au groupe international Vatel et portée localement par le groupe GFD, l'école est installée, depuis 2020, à Fort-de-France. Seule école supérieure de management hôtelier aux Antilles, elle conjugue modèle académique éprouvé et gouvernance ancrée dans la réalité économique régionale. Certifiée Qualiopi et enregistrée auprès de France Compétences, l'école délivre des titres inscrits au répertoire national de certifications professionnelles (RNCP) reconnus par l'État. Une équipe pédagogique expérimentée assure un accompagnement personnalisé et un suivi continu. « Nous formons

pour la Martinique tout en ouvrant des perspectives à l'international, via des stages ou l'apprentissage », précise la directrice. Digitalisation des parcours clients, intelligence artificielle, exigences accrues en

régionaux, restaurants, distilleries, institutions. « Nos partenaires accueillent, encadrent et challengent nos étudiants. Nous sommes dans une logique gagnant-gagnant », ajoute-t-elle.

« FORMER ICI, C'EST LIMITER LA FUITE DES TALENTS ET PERMETTRE AUX ENTREPRISES LOCALES DE RECRUTER DES MANAGERS QUALIFIÉS »

Lauranna Gardey Guignard,
directrice de Vatel pour la zone Antilles

matière de RSE : les contenus évoluent en permanence pour répondre aux mutations du secteur. Pour ce faire, l'école s'appuie sur un réseau étroit de partenaires, hôtels indépendants, groupes

Bachelor : apprendre le management par l'action

Accessible post-bac, le Bachelor (Bac + 3) « Responsable en management opérationnel en hôtellerie internationale », en initial ou en alternance, constitue la première étape vers les responsabilités managériales. Son principe : 50 % d'enseignements académiques, 50 % d'immersion professionnelle. Marketing, gestion financière, relation client, stratégie d'entreprise : chaque discipline est appliquée aux réalités du terrain. « À la fin du Bachelor, les étudiants cumulent déjà trois années d'expérience. Le rythme de l'alternance, pensé en fonction de la saisonnalité locale, leur permet d'être pleinement mobilisés durant les périodes de forte activité touristique », souligne Lauranna Gardey Guignard. À la clé : des profils immédiatement opérationnels, capables d'occuper des postes de superviseur ou d'assistant manager.



Laurie Brouet (responsable Développement), Marie-Nelly Marie-Magdeleine (coordinatrice pédagogique), Lauranna Gardey Guignard, (directrice de Vatel pour la zone Antilles) et Hélène Robert (responsable des études)

MBA : former les managers de demain

En initial ou en alternance, le MBA (Bac + 5) en management hôtelier développe des compétences stratégiques, financières, humaines et marketing pour piloter, développer ou créer une entreprise, à l'échelle régionale ou internationale. Adjoint de direction, contrôle de gestion, développement commercial, fonctions supports : les débouchés couvrent l'ensemble des fonctions stratégiques du secteur. « Le MBA se réalise en trois ans après un Bac + 2 ou en deux ans après un Bac + 3. À l'issue du parcours, nos étudiants ont la maturité pour encadrer des équipes et prendre des décisions structurantes », pour-

suit-elle. Des admissions parallèles sont possibles pour les titulaires d'un BTS Tourisme ou Management Hôtellerie-Restauration, ou avec un Bac + 3 dans d'autres filières, avec des classes passerelles si nécessaire.

Former pour retenir les talents

Au-delà des parcours individuels, l'enjeu est territorial. « Former ici, c'est limiter la fuite des talents et permettre aux entreprises locales de recruter des managers qualifiés, déjà ancrés dans la réalité du territoire. Nous préparons les jeunes à construire leur avenir. Mais nous contribuons aussi à construire celui de la Martinique », conclut Lauranna Gardey Guignard.

Une école d'excellence

Le réseau Vatel est classé 1^{er} en France dans la catégorie « Hospitality and Leisure Management ».

- 9 000 étudiants formés chaque année dans le monde
- 50 000 diplômés depuis la création
- Près de 50 campus sur plusieurs continents
- Présence en Europe, Asie, Afrique et Amériques
- Rentrée 2026 : 25 places en 1^{re} année de Bachelor, 15 places en 1^{re} année de MBA (cursus 2 ans) et 3 places (cursus 3 ans)

Avoir 20 ANS

ELLE EST LA SOURCE DE BIEN DES CLICHÉS : HYPERCONNECTÉE, REFUSANT L'AUTORITÉ, PEU ENCLINE AU TRAVAIL, AUTOCENTRÉE... LA GEN Z N'A PAS FINI DE NOURRIR LES INTERROGATIONS. ILS ONT ENTRE 16 ET 25 ANS ET NOUS AVONS OFFERT NOTRE PLUME À LEURS RÊVES, LEURS AMBITIONS, LEURS DOUTES, LEURS INQUIÉTUDES, LEURS ESPOIRS AUSSI. RÉMY, OCÉANE, MAÏKA, CASSIDY, LENNY, JADE, SATYAM ET ADELINÉ : PORTRAIT D'UNE GÉNÉRATION.





RÉMY REJAUDRY, BÂTISSEUR DISCRET

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Guadeloupe, où il suit la spécialité « Énergétique ». Cette formation de trois ans le prépare à « concevoir, optimiser et gérer les procédés et installations liés à la production, au stockage et à la distribution d'énergie, notamment à partir de sources renouvelables ».

Acteur de son territoire

Actuellement en 2^e année, il a choisi de mettre son énergie au service de ses camarades en devenant président de l'association Elèves ingénieurs Guadeloupe (EIG), seul candidat à la fonction. Sans chercher à se mettre en avant, il préfère agir là où il se sent utile. Il conçoit d'ailleurs sa mission – accompagner les étudiants, faciliter la cohésion entre les promotions et créer des liens avec le monde professionnel – comme un réel levier de réussite. « Cette association m'a aidé lorsque j'étais en 1^{re} année. J'ai donc eu envie de reprendre le flambeau pour que les étudiants se sentent bien tout au long de leur cursus. Grâce au fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE), nous pouvons organiser des événements à moindre

coût, ce qui est essentiel pour des étudiants aux moyens souvent limités », explique-t-il. L'objectif est simple : permettre aux étudiants de tisser des liens. Et les effets se font rapidement sentir avec davantage d'entraide, de soutien et de solidarité au sein des promotions. L'association joue également un rôle d'interface avec les anciens élèves aujourd'hui ancrés professionnellement, afin d'accompagner la recherche de stages « toujours difficile ». À terme, un projet de plateforme en ligne est à l'étude pour recenser les entreprises ayant déjà accueilli des étudiants ingénieurs.

Après « quelques années d'expérience à l'étranger », Rémy souhaite construire sa vie aux Antilles, malgré ses réalités parfois difficiles et devenir un « acteur » de son territoire, notamment dans le domaine de la production, qu'il s'agisse d'énergie ou de biens industriels. Il veut apporter ses compétences et son énergie tout en explorant le monde. « J'aimerais visiter chaque continent, mais avant tout et surtout, découvrir, une à une, l'ensemble des îles de la Caraïbe », conclut-il.

Sa source d'inspiration ? Rémy Rejaudry, Martiniquais de 22 ans, n'a pas eu besoin d'internet ou de la télévision pour la trouver. « Les membres de ma famille sont mes modèles, confie-t-il. Ce sont des personnes impliquées, courageuses, engagées avec un goût prononcé pour le travail bien fait. Elles ne m'ont jamais poussé à faire des études, mais elles m'ont toujours encouragé à donner le meilleur de moi-même. C'est donc avec cet état d'esprit que je me suis lancé après le bac, sans conviction au départ. Mais j'ai vite compris qu'aujourd'hui, il faut se spécialiser pour augmenter ses chances. »

Pour quelqu'un qui manquait d'ambition, Rémy a rapidement trouvé sa voie. Après un bac technologique STI2D (sciences et technologies de l'industrie et du développement durable), il poursuit avec un BTS ATI (assistant technique d'ingénieur) et une prépa ATS (adaptation technicien supérieur), à Toulouse, pendant un an, avant d'intégrer l'école d'ingénieurs de l'université des Antilles, sur le pôle

QU'AIMERAIS-TU CHANGER ?
« J'AIMERAIS VOIR CESSER CES PROBLÈMES D'EAU RÉCURRENTS EN GUADELOUPE. LES ÉTUDIANTS SONT PARTICULIÈREMENT TOUCHÉS, NOTAMMENT DANS LES BÂTIMENTS DU CROUS*. L'AN DERNIER, DANS MON LOGEMENT, IL N'Y AVAIT PAS D'EAU TOUTS LES DEUX JOURS. C'EST TRÈS COMPLIQUÉ DE VIVRE ET A FORTIORI D'ÉTUDIER, DANS CES CONDITIONS. »

*CROUS : centre régional des œuvres universitaires et scolaires.

QUEL EST TON RÊVE RÉALISTE ?

« AVOIR MON PROPRE RESTAURANT. J'AI TOUJOURS AIMÉ CUISINER ; ON EST DE GRANDS CUISINIERS DANS MA FAMILLE. JE SAIS QUE JE RÉALISERAI CE RÊVE PLUS TARD, C'EST UNE QUESTION DE TEMPS. »



OCÉANE SAÏBOU, 25 ANS, EXPLORER LE CHAMP DES POSSIBLES

Conversation avec Floriane Jean-Gilles - Photo Tom Menetrey

réorientation après le confinement : une double licence en biologie et en informatique, à l'université Paris-Saclay. J'ai poursuivi avec un master en bio-informatique. Aujourd'hui, j'occupe un poste d'ingénieure à l'Institut Curie, à Orsay. Participer à la recherche me convient, c'est l'ambition que j'ai en tout cas. Une carrière à l'Institut Curie me plairait, mais j'aimerais aussi voyager, travailler à l'étranger, mon corps de métier me permet de le faire. Même si je garde dans un coin de ma tête l'idée de rentrer au pays, je crois qu'il ne faut pas se sentir coupable de s'épanouir ailleurs. J'ai envie de prendre ce qui s'offre à moi ici, ou à l'international, pour mieux revenir chez moi et participer à l'enrichissement de l'offre de formations comme professeure, pourquoi pas ! En tout cas, j'aimerais beaucoup faire partie d'un projet qui permette d'ouvrir des branches, des débouchés et des portes aux jeunes. C'est un gros frein, en Guyane ou dans les Antilles ; le peu d'offres de formations atrophie la volonté et l'ambition des jeunes. Je considère comme normal de prétendre à un

certain poste ou à un certain statut tant qu'on a la volonté, mais tout le monde n'a pas les moyens de partir pour faire des études. C'est une clef pour redonner confiance aux jeunes de proposer différentes options, dans un maximum de domaines. Je souhaite contribuer à dédramatiser tout ce qui touche à la reconversion et la réorientation. Je pense qu'on a trop peur et qu'on dépend trop de notre travail pour oser. Ça nous empêche parfois de faire ce qu'on aime. Pouvoir, sans remords, se réorienter, essayer, échouer, changer, expérimenter, autant qu'on en a envie, serait formidable. Je me dis que si demain j'ai des enfants, j'aimerais qu'ils n'aient pas honte de se tromper, de choisir différents chemins. Car la vie, ce n'est pas juste choisir un travail, ce n'est plus actuel de penser ainsi. Voyons plus loin, plus large, faire ce qu'on aime, c'est ça la liberté ! »

« Je pense que j'ai grandi dans une famille plutôt moderne, j'avais le droit d'avoir de l'ambition et j'étais encouragée à être indépendante. J'aime le fait d'avoir eu l'espace d'aimer ce que je voulais, je n'étais pas bridée. On m'a laissé l'opportunité de rêver, j'avais le droit. Et je crois qu'on n'a pas tous cette liberté-là. Je me sens chanceuse d'avoir grandi dans cette atmosphère. J'ai quitté la Guyane pour faire deux années de BTS en diététique ; ma 2^e année a été bouleversée par l'épidémie de Covid-19. À ce moment-là : grosse remise en question ! Je ne savais plus du tout ce que je voulais faire et le doute était décuplé parce que, quand on part étudier dans l'Hexagone, on subit cette pression de réussite, surtout quand il y a des enjeux financiers. J'ai fait mon choix de



MAÏKA M'TOUMO, DEBOUT ET LUMINEUSE

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Quand les épreuves de la vie obligent à grandir plus vite, le caractère se forge et l'élan prend forme... Du haut de ses 17 ans, Maïka M'Toumo incarne cette capacité à tenir bon malgré les obstacles. « En me relevant, j'ai eu comme un déclic, confie-t-elle. Je me suis sentie capable de tout faire, en étant juste moi. J'ai dit adieu à toutes mes peurs. J'ai décidé de briller sans laisser les autres m'éteindre. »

Des rêves un peu fous ? Des modèles à suivre ? Pas du tout. Maïka avance sur sa propre voie, guidée par ses objectifs et son identité. Une singularité qui se reflète aussi dans ses choix scolaires. Élève de terminale au lycée Sonny Rupaïre de Sainte-Rose, Maïka a choisi un cursus sciences économiques et sociales avec spécialité cinéma et audiovisuel. « J'aime l'art avant tout, sous toutes ses formes, et surtout le sentiment de liberté qu'il procure. » Concours, association, conseil de vie lycéenne... Maïka aime s'investir, s'engager et se confronter. Cette année, elle expérimente le rôle de membre du jury du César des lycéens, comme le reste de sa classe.

Ce concours national, lancé en 2019, permet aux élèves de découvrir une sélection de films et de décerner, à l'issue de projections et d'échanges, un prix reflétant leur regard et leur sensibilité. « J'apprécie l'idée de la découverte et surtout de l'échange de points de vue avec les autres. C'est un concours très enrichissant. »

« Revenir chez moi »

Après son bac, Maïka vise un parcours « d'excellence » à Paris : un master à l'école du management et de l'impact à Sciences Po, avant d'intégrer La Fémis, l'école nationale supérieure des métiers de l'image et du son. « Je vise haut. D'abord pour me prouver que j'en suis capable, ensuite pour avoir la liberté de choisir ce que je veux, pour moi. » Des idées de métier ? Maïka en a plusieurs : agent artistique, scénariste, gestionnaire de production dans l'audiovisuel, la musique ou encore l'édition. « Dans un premier temps, j'aimerais travailler à l'international, parcourir le monde et rencontrer des artistes de tous horizons. Mais revenir chez

QU'AIMERAIS-TU VOIR CHANGER ?
« J'AIMERAIS UN RETOUR DE L'ESPRIT DE FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'UNION EN GUADELOUPE. MES PARENTS ME RACONTENT QU'AVANT, ON CONNAISSAIT SES VOISINS, ON ÉCHANGÉAIT, PARTAGEAIT. JE SOUHAITERAIS QUE LA GUADELOUPE RETROUVE CET ÉLAN ET CETTE CONFIANCE EN ELLE. C'EST UN TERRITOIRE OÙ L'ON PEUT AVANCER. »

moi, sur mon île, est essentiel. C'est une évidence. » Un retour qu'elle envisage de consacrer à l'art et à la jeunesse. « En Guadeloupe, beaucoup de jeunes se sentent perdus, sans réelles perspectives, regrette-t-elle. J'aimerais être à l'origine d'une future école ou association qui les reconnecterait à leurs talents et les encouragerait à trouver leur voie. Il faut cesser de penser que la Guadeloupe est limitée : c'est une terre de champions avec un potentiel immense. Je veux leur ouvrir les portes de l'art. Chacun devrait pouvoir y accéder et viser le plus haut niveau. »

CASSIDY SYDOL : « JE VEUX ÊTRE MON PROPRE MODÈLE »

Conversation avec Mathieu Raché - Photo Aubane Nesty

« Si je devais citer un moment clé pour moi, ça serait lorsque j'ai dû annoncer le lauréat du Goncourt des lycéens devant les médias, la ministre de l'Éducation nationale et le président de la FNAC. Quelques semaines plus tôt, mon lycée à Fort-de-France, avait été sélectionné pour participer au jury du concours annuel. Les élèves du Séminaire Collège Sainte-Marie ont donc lu et débattu, et j'ai été choisie pour représenter mon établissement. Puis, à l'issue des rencontres avec les auteurs, à Rennes, et des débats avec des lycéens de toute la France, de la Réunion, du Canada, de Chicago où l'on devait défendre nos livres préférés, argumenter, trouver un terrain d'entente, il a fallu élire un président. C'est mon nom qui est sorti. Ce jour-là, au moment de prendre la parole pour annoncer que le Goncourt des Lycéens 2024 récompensait le livre de Sandrine Collette, *Madeline avant l'aube* (éditions JC Lattès), j'ai découvert une partie de moi que je ne connaissais pas. En fait, ce qui m'a marquée, c'est cette responsabilité soudaine, ce mélange d'adrénaline et de fierté. En réalité, cette expérience m'a appris à oser, à me faire confiance, même quand je ne me sens pas tout à fait prête. Elle m'a montré que j'avais une voix, et que cette voix pouvait porter celle des autres. Jusqu'à la Maison de la Radio où j'ai été invitée sur France Inter avec l'autrice primée et un professeur de lettres. C'était impressionnant, mais j'ai adoré ça. Rencontrer les auteurs, poser des questions préparées par les élèves, comprendre leur processus d'écriture, c'était magique. J'ai réalisé à quel point j'aimais la littérature, à quel point j'étais passionnée. Tout ça s'est passé lors de mon année de terminale, en Martinique, alors que j'ai grandi en banlieue parisienne. J'ai passé mon enfance entre la

France et les vacances annuelles en Martinique, sans m'imaginer y vivre un jour. Aussi, à l'adolescence, lorsque j'ai atterri au lycée, ça a d'abord été un choc, forcément, mais j'ai appris à m'adapter. Aujourd'hui, je me dis que cette capacité à naviguer entre deux mondes est une force et je sais que cette dualité me définit. Après l'épisode du Goncourt des lycéens et l'obtention de mon bac, je suis retournée à Paris où j'étudie maintenant le coréen à l'INALCO. Je suis en première année et la Corée

DANS QUEL DOMAINE TE VOIS-TU RÉUSSIR PLUS TARD ?
« J'AI CE RÊVE DE CRÉER UN PONT ENTRE LA FRANCE ET LA CORÉE, PEUT-ÊTRE DANS LE MILIEU DE LA MODE, UN DOMAINE QUI ME FASCINE. »

est mon autre grande passion, j'ai découvert ce pays et cette culture pendant le confinement, quand ma mère me forçait à regarder des séries et des films coréens (*rire*). La première année est très générale et très dense, on pourra se spécialiser en affaires étrangères, média ou commerce. Mon choix n'est pas fait, mais j'ai ce rêve de créer un pont entre la France et la Corée, peut-être dans le milieu de la mode, un domaine qui me fascine. J'aime l'idée de communiquer, de rencontrer des gens, de raconter des histoires.



Parfois j'ai aussi la tentation de basculer vers quelque chose de plus littéraire. Je sais que 18 ans c'est encore très jeune, que j'ai le temps et que c'est normal d'hésiter, de se chercher. Surtout, je crois que je veux être mon propre modèle, je ne m'inspire pas d'une personnalité en particulier. Je crois que l'ambition, c'est de transformer une envie en objectif, et de s'en donner les moyens. Même si parfois, j'ai le syndrome de l'imposteur, surtout après le Goncourt, quand j'ai reçu tant de compliments et d'opportunités. Un an après, en vous le racontant à nouveau, le souvenir de cette période est toujours intense et je me rends compte qu'il me donne un élan pour construire ma vie de jeune adulte, entre la Martinique où je suis née, la France où j'ai grandi, et la Corée où j'irai un jour. »



LENNY MICHANOL, RÊVER GRAND

Texte Sarah Balay - Photo Jean-Albert Coopmann

Pour Lenny Michanol, 18 ans, le cinéma appartenait à un autre monde. Un monde que l'on observe de loin, sur écran géant, avec sa bande de copains. « C'est difficile de rêver grand lorsque l'on est un jeune martiniquais, confie-t-il. Tout paraît trop lointain, trop grand, inatteignable. » Et pourtant, en juillet 2024, au détour d'un passe-temps trouvé durant les grandes vacances, sa vision du monde – et de lui-même – a basculé.

Un mois de formation cinéma, proposé par la Mission locale du Nord, a suffi pour le transformer, le révéler. « J'ai travaillé la diction, la position face caméra et le jeu des émotions. J'y ai pris du plaisir instantanément. » Par chance, Jean-Michel Loutoby, directeur de la Mission locale, avait un projet de long-métrage avec une quarantaine de jeunes : *Les fractures invisibles*. Un film projeté, en 2025, dans de nombreux festivals français et étrangers et dans lequel Lenny joue le rôle principal : celui de

Dylan, 19 ans, jeune antillais vivant sous la pression constante d'un père autoritaire.

« Le tournage s'est déroulé très rapidement, en 15 jours à peine. J'en garde un souvenir extraordinaire. Malgré la difficulté, je me sentais heureux et boosté par une énergie folle. J'ai aussi fait des rencontres marquantes, notamment celle d'Axelle René, Miss Martinique 2022, qui joue Léa, le rôle de ma petite sœur. »

Et le meilleur reste à venir, puisque le film remporte huit prix au total, dont deux du meilleur acteur qui lui sont décernés lors du Chelsea Film Festival à New York et de l'Art Film Spirit Awards au Canada.

Une opportunité à Los Angeles

En juin 2025, il obtient son bac ST2D (sciences et technologies de l'industrie et du développement durable), mais son désir de devenir conducteur de travaux s'est considérablement estompé. « J'ai

COMMENT T'IMAGINES-TU DANS 20 ANS ?

« DANS 20 ANS, J'AIMERAIS AVOIR CONSTRUIT UNE CARRIÈRE INTERNATIONALE DANS LE CINÉMA ET ÊTRE UN MODÈLE INSPIRANT POUR DE JEUNES TALENTS MARTINICAIS EN LES ACCOMPAGNANT CONCRÈTEMENT DANS LEUR PARCOURS. »

compris que c'était possible. Possible de rêver. Possible d'oser. J'ai donc décidé de tenter ma chance en tant qu'acteur. » Son rêve le plus fou ? Jouer dans un film Marvel, symbole du cinéma mondial qui traverse les langues et les cultures. Côté acteurs, Lenny admire depuis toujours l'américain Kevin Hart et, depuis peu, le jeune Martin Bobb-Semple qu'il juge prometteur, proche de ce qu'il aimerait devenir.

Cette envie d'aller plus loin, le conduit d'abord à Paris pour un stage d'une semaine au Cours Florent, célèbre école de théâtre, de cinéma, de musique et de comédie musicale. Il est admis pour y faire trois ans d'études dès septembre 2026. Qu'à cela ne tienne, une autre opportunité s'offre à lui, bien plus attrayante : celle d'intégrer une école de cinéma en Californie. « Lors du festival Chelsea à New York, j'ai été repéré par l'école Michelle Danner Acting Studio basée à Los Angeles. J'espère y entrer en 2028, car je pense que cette formation m'ouvrira davantage de portes ». Pour Lenny, pas question de s'envoler pour les États-Unis sans être parfaitement préparé. Il suit des cours de théâtre et d'anglais en Martinique tout en souhaitant participer localement à de nouveaux projets. Soutenu par sa maman, il se prépare donc avec rigueur, mais sans naïveté et surtout sans peur. Plus tard, s'il réussit, il aimerait contribuer au développement du cinéma antillais, créer, transmettre et prouver que les histoires d'ici intéressent le monde.

JADE VOLMAR, 25 ANS, MILITER POUR L'ESSENTIEL

Conversation avec Floriane Jean-Gilles
Photo Mathieu Delmer

« J'ai eu un "down" pendant la COP30 quand je me suis rendu compte que les pays qui étaient rassemblés à cette occasion prenaient des décisions sans garantie de les appliquer. Je me suis dit "C'est ça la COP ?" ; et puis en discutant avec les uns et les autres, même si les chiffres sont alarmants, j'ai fini par me dire que les choses seraient sans doute bien pires si on ne faisait rien. Aujourd'hui on se situe entre deux scénarios possibles pour le climat, selon les spécialistes du GIEC : un scénario pessimiste et un scénario moyen. Le scénario optimiste n'est plus envisageable. On dit souvent que tout repose sur la jeunesse, mais les décisions n'émanent pas de nous. J'ai souvent l'impression que le monde court à sa perte, c'est sans doute cela qui me donne envie de m'engager encore plus.

Je me souviens de tout ce que m'a transmis ma grand-mère, j'ai vécu et grandi avec elle jusqu'à la fin du collège : son jardin, la tisane du soir, elle évitait la surmédication et donnait toujours la priorité aux plantes. Ce n'est qu'aujourd'hui que je mesure la puissance de tout ça. En réfléchissant, c'est peut-être de là que vient ma volonté de défendre cette richesse. Les cultures des peuples autochtones et afrodescendants ont tellement été dévalorisées, piétinées, effacées qu'elles sont devenues impuissantes. Pourtant les savoirs ancestraux sont des guides pour mieux consommer et mieux vivre. C'est aussi lié à l'autonomie alimentaire, l'idée n'est pas de se détacher du monde, mais d'avoir le choix de consommer ce qui vient d'autres pays. Je n'ai pas beaucoup voyagé, mais j'ai le sentiment qu'on a tout ce qu'il nous faut ici.

Je ne me vois pas vivre ailleurs qu'en Guyane. Ce que j'aime le plus, c'est qu'on est multiculturels. On vit en harmonie. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de discriminations mais on apprend à vivre ensemble depuis toujours. Je crois qu'on devrait tous se demander ce dont on a vraiment besoin en tant qu'être humain. Tant que nous avons de quoi vivre en harmonie avec la nature, nous avons de quoi vivre tout court. A-t-on vraiment besoin de tout ça ? On gagnerait aussi peut-être à être moins dépendants du travail. Ça ne devrait pas être une honte de ne pas être une acharnée du travail. C'est important de prendre du temps pour soi. On devrait s'occuper de sa sécurité émotionnelle et psychologique avant de s'inquiéter de sa sécurité financière. Aujourd'hui, dans mon cercle d'amis en tout cas, on cherche un travail qui nous plaise et on veut pouvoir garder la liberté de gérer notre quotidien comme on le souhaite, sans dépendre d'un CDI. C'est pour ces raisons que j'ai un projet de création d'entreprise dans la gestion de projets, communication et événementiel. J'avais beaucoup apprécié ça quand je travaillais chez Bio Stratège. D'ailleurs, c'est là que j'ai vraiment eu le déclic, j'ai beaucoup appris sur le pouvoir des plantes en travaillant aux côtés du Dr Royer. Mais ce qui compte pour moi c'est d'avoir le temps de faire ce dont j'ai envie, comme participer à la COP31 par exemple. Ça a peut-être même plus de sens que le travail en soi : donner sa voix pour représenter les autres. »

QUEL EST TON SOUHAIT LE PLUS CHER ?

« JE NE SAIS QUE RÉPONDRE...
JE NE PENSE PAS À MOI
QUAND JE SOUHAITE
QUELQUE CHOSE. C'EST
PLUS GRAND QUE MOI.
JE SOUHAITE QUE LA
CONSCIENCE COLLECTIVE
SE RÉVEILLE. ON EST TOUS
ENDORMIS, DANS UNE
SORTE DE TRANSE. MON
SOUHAIT LE PLUS CHER EST
QU'ON SE RÉVEILLE. QUE
TOUT LE MONDE SE SENTE
CONCERNÉS. QUE LA GUYANE
PUISSE AVOIR UNE VRAIE
PLACE DANS LES DÉCISIONS
NATIONALES. C'EST CET
ENDORMISSEMENT QUI
ME FAIT PEUR... MAIS J'AI
CONFIANCE. »



SATYAM SINNAN, UN JOUR APRÈS L'AUTRE

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

À chaque jour suffit sa peine... Un adage qui colle parfaitement à la peau de Satyam Sinnan, Port-Louisien de 21 ans. Tout juste diplômé d'un bachelor MMI (métiers du multimédia et de l'internet), il espère très bientôt décrocher un poste dans le domaine de la communication digitale et/ou l'audiovisuel. « Idéalement, j'aimerais m'insérer professionnellement en Guadeloupe, car c'est ici chez moi et je m'y sens bien. Toutefois, si je dois partir faute d'opportunités, je le ferai tout simplement. »

Posé, calme, droit dans ses bottes, Satyam voit la vie comme une succession d'étapes à franchir. Un chemin à parcourir avec humilité et sans précipitation. Cette période de chômage lui a, par ailleurs, ouvert une nouvelle porte : celle du bénévolat. « Je jouais au foot avec deux amis quand nous avons été abordés par le président de la SPL, Solidarité Port-Louisienne, le club de la commune. Il nous a proposé une formation de deux jours pour encadrer des enfants entre 5 et 8 ans. J'ai accepté sans hésiter. » Depuis novembre, durant 1 h 30, chaque mercredi, Satyam transmet son amour du ballon rond aux plus jeunes. Un exercice qui lui demande « un certain sang-froid » et beaucoup de « pédagogie ». « J'aime l'idée de transmettre aux petits et d'œuvrer pour ma commune. Je le fais pour le plaisir et pour l'aide que ça peut apporter. J'espère que je pourrai concilier cette activité bénévole avec ma future vie professionnelle. »

« M'assumer tel que je suis »

Cette expérience pourrait-elle l'encourager à s'engager davantage dans cette voie ? « J'ai pensé, c'est vrai, à faire une formation de préparateur sportif. Mais j'ai finalement changé d'avis. Je préfère,



**QU'AIMERAIS-TU VOIR
S'AMÉLIORER ?**
« J'AIMERAIS QUE LES
ENTREPRISES FASSENT
DAVANTAGE CONFIANCE
AUX JEUNES. ILS ONT
BEAU ÊTRE FORMÉS,
DÉJÀ PROFESSIONNELS...
ON LEUR PRÉFÈRE TRÈS
SOUVENT QUELQU'UN
DE PLUS EXPÉRIMENTÉ.
C'EST À LA FOIS INJUSTE
ET ABSURDE. CAR POUR
AVOIR DE L'EXPÉRIENCE, IL
FAUT BIEN COMMENCER
QUELQUE PART... »

pour le moment, pratiquer le métier de coach bénévolement. Peut-être qu'à long terme, ça changera. » Fidèle à lui-même, Satyam prend son temps. Le temps d'observer, de laisser les choses évoluer, tout en restant aligné avec ses désirs profonds. « J'avance toujours selon mes envies, sur l'instant », confie-t-il. Un rapport au monde nourri aussi par ses origines indiennes. Une culture dans laquelle il a grandi et qu'il continue de faire vivre. Il joue d'instruments traditionnels – tambours et cymbales – et participe, à la demande, à des manifestations culturelles en Guadeloupe. Un héritage assumé, essentiel à son équilibre. Authentique... Satyam aime le rester. Un peu comme cette ancienne gloire qui « lui a fait aimer le foot » : Zlatan Ibrahimovic. « C'était un joueur avec beaucoup de charisme, sans filtre, qui n'avait pas peur de dire ce qu'il pensait, au risque de choquer, de déplaire... J'aime l'idée de pouvoir m'exprimer librement et de m'assumer tel que je suis. Je pense toutefois qu'il faut savoir doser et se fixer des limites. »

ADELIN MARTIAL, 23 ANS : « JE NE VEUX PAS ÊTRE SPECTATRICE DE MA PROPRE VIE »

Conversation avec Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopman

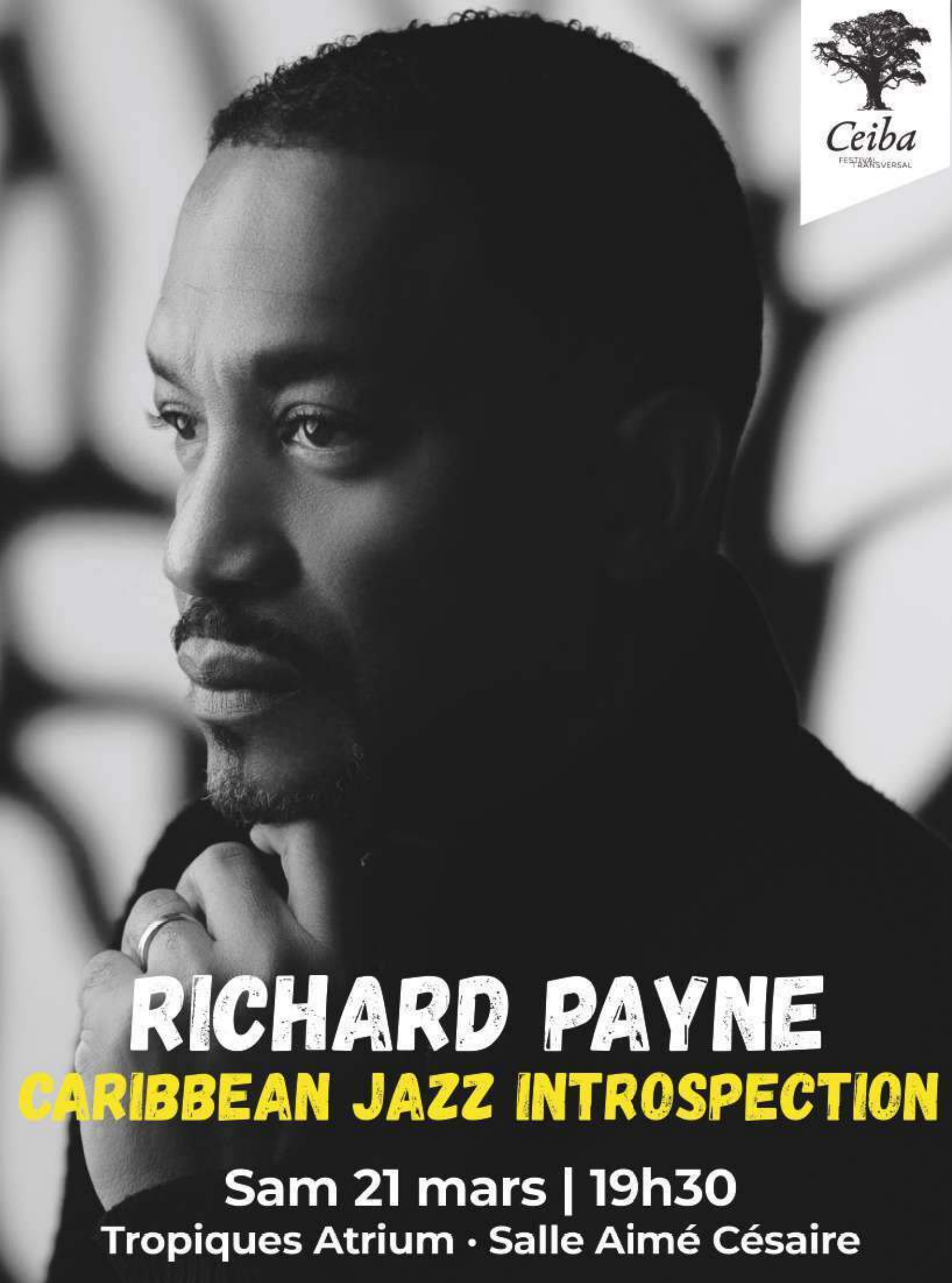
« J'ai toujours refusé l'idée qu'il fallait partir pour réussir. Quand j'ai choisi de faire mes études ici, beaucoup m'ont dit : « Mais pourquoi ? Tu pourrais aller en métropole, tu aurais plus d'opportunités ». Pourtant, je voyais autour de moi des gens qui prouvaient le contraire : des entrepreneurs, des associatifs, des femmes et des hommes qui construisaient des choses extraordinaires sans quitter l'île. Au fil de mes expériences et rencontres, je me suis en quelque sorte choisi des modèles comme Maryse, Muriel ou Joël*, qui m'ont appris que l'ambition n'a pas de frontière. Maryse, par exemple, dirige une fédération qui accompagne des micro-entreprises. Elle ne se contente pas de financer, elle transmet, elle accompagne. Muriel, elle, gère des milliers de choses en même temps avec une simplicité et une intégrité qui m'ont marquée. Et Joël qui a construit un leadership sans compromis, m'a montré qu'on pouvait être exigeant sans être dur. Ce sont ces rencontres qui m'ont donné envie de rester, de contribuer, de prouver que notre pays a encore de la ressource. En 2024, mon engagement au sein du Conseil des jeunes citoyens (CJC) a tout changé pour moi. Quand j'ai été tirée au sort pour en faire partie, je ne mesurais pas encore à quel point cette expérience allait me révéler à moi-même. Aujourd'hui, je sais que c'est là que j'ai compris ce que signifiait vraiment agir pour son territoire. On nous dit souvent que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique, qu'ils ne veulent pas s'impliquer. Pourtant, quand on nous donne la parole, quand on nous écoute, on prouve le contraire. Le CJC pour moi, c'est ça : un espace

où des jeunes comme moi, issus de tous les horizons de la Martinique, se retrouvent pour réfléchir, proposer, et surtout, faire bouger les lignes. Évidemment, c'est aussi frustrant : parfois on prépare des propositions, on les présente, et puis... Rien. Mais même dans ces moments-là, je me dis que c'est en persévérant qu'on finit par être entendus. Parce que si on ne parle pas, qui le fera à notre place ? C'est cette responsabilité qui m'a marquée, et m'a poussé à travailler, à apprendre à argumenter, à être capable de défendre des projets comme Jeune Écolo (un label pour sensibiliser à l'environnement) ou à participer à des débats sur des sujets qui touchent directement les jeunes : les transports, la vie chère, l'accès à la formation. Aujourd'hui, je travaille dans la communication et le marketing, mais ce n'est qu'une étape. Mon rêve serait de trouver une stabilité professionnelle qui me permette de combiner mes compétences et mes valeurs — peut-être dans le social, peut-être dans l'entrepreneuriat, mais toujours avec cette idée : construire quelque chose qui dure. Je ne veux pas juste un métier, je veux un projet qui ait du sens, qui aide les autres à avancer aussi. Je ne sais pas où je serai dans 20 ans, mais je compte saisir toutes les opportunités afin de développer mes objectifs, en accord avec mes valeurs. Peut-être que je serai à la tête d'une entreprise, peut-être que je travaillerai dans une institution publique, ou peut-être que je serai ailleurs, à aider d'autres jeunes à trouver leur voie. Ce qui est sûr, c'est que je ne veux pas être spectatrice de ma propre vie, car c'est à nous, les jeunes, d'impulser quelque chose dès maintenant ; de planter les

graines qui produiront l'ombre de demain. Je veux être de celles qui font bouger les lignes, qui créent des opportunités, qui montrent qu'une autre Martinique est possible, où les jeunes ne subissent pas, mais construisent. Parce qu'au fond, c'est ça, être jeune aujourd'hui aux Antilles : refuser de choisir entre partir et renoncer. C'est se dire qu'on peut aimer son île, la critiquer, et surtout, la faire évoluer. Et c'est savoir qu'on n'est pas seul, qu'il y a d'autres jeunes, comme ceux du CJC, qui partagent cette envie de faire autrement. Je crois qu'on peut y arriver. »

*Les noms ne sont pas donnés volontairement





RICHARD PAYNE

CARIBBEAN JAZZ INTROSPECTION

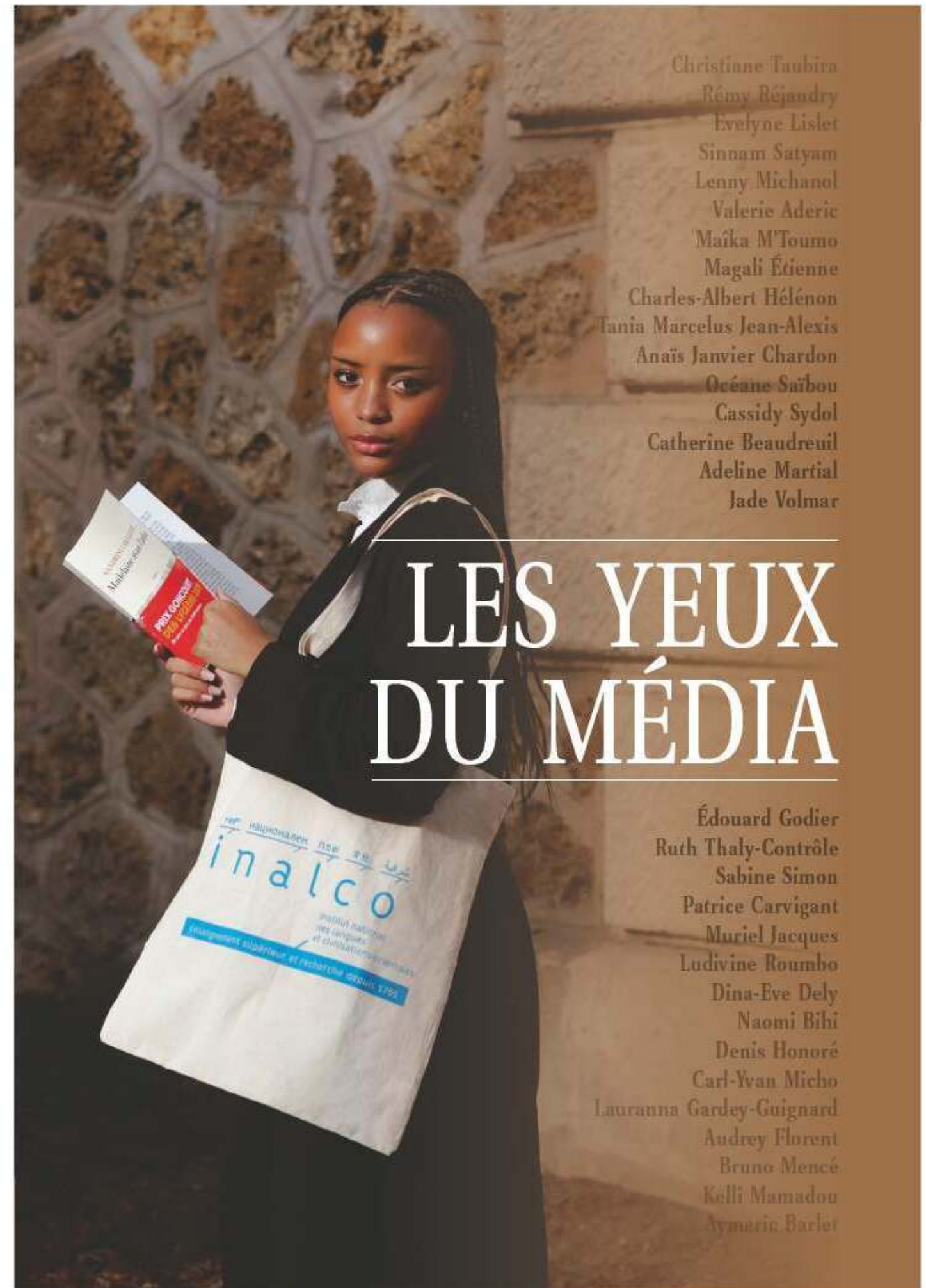
Sam 21 mars | 19h30

Tropiques Atrium • Salle Aimé Césaire

LES YEUX DU MÉDIA

Christiane Taubira
Rémy Réjandry
Évelyne Lisset
Sinnam Satyam
Lenny Michanol
Valérie Aderic
Maïka M'Toumo
Magali Étienne
Charles-Albert Hélénon
Tania Marcelus Jean-Alexis
Anaïs Janvier Chardon
Océane Saïbou
Cassidy Sydol
Catherine Beaudreuil
Adeline Martial
Jade Volmar

Édouard Godier
Ruth Thaly-Contrôle
Sabine Simon
Patrice Carvigant
Muriel Jacques
Ludivine Roumbo
Dina-Eve Dely
Naomi Bihi
Denis Honoré
Carl-Yvan Micho
Lauranna Gardey-Guignard
Audrey Florent
Bruno Mence
Kelli Mamadou
Ayméric Barlet



LE 23 DÉCEMBRE DERNIER, CHRISTIANE TAUBIRA A ACCEPTÉ DE NOUS ACCORDER UN ENTRETIEN. VOILÀ DES MOIS QUE NOUS ESPÉRIONS CE RENDEZ-VOUS. NOTRE APPEL EN VISIO SE TRANSFORME, APRÈS QUELQUES MINUTES, EN UN APPEL TÉLÉPHONIQUE CLASSIQUE, AFIN DE GARDER LES MAINS LIBRES ET DE N'ÊTRE HAPPÉ QUE PAR LE FLOT DE NOTRE CONVERSATION, SANS DISTRACTION. ALORS QUAND UNE BRUYANTE AVERSE INTERROMPT NOTRE ÉCHANGE, CHRISTIANE TAUBIRA QUITTE SA TERRASSE POUR LE CALME DE SON BUREAU, JE NE LA VOIS PAS MAIS JE N'AI AUCUN MAL À L'IMAGINER... ENTRETIEN.

« Je vis, je ne me regarde pas vivre »

Propos recueillis par Floriane Jean-Gilles - Photo Christophe Fidoie

Quel est le premier souvenir que vous conservez de l'Amazonie guyanaise ?

Mes souvenirs d'enfance sont intimement liés à l'univers des contes qui nourrissent en réalité la connaissance que les enfants peuvent avoir de leur environnement immédiat et du monde plus vaste. Ce sont des souvenirs riches de cet univers amazonien, assez fantasmagorique, avec ses animaux volants, rampants, grimpants, nageant ; ces références forestières, en même temps que ces langages partagés par tous : animaux, végétaux, êtres humains et surnaturels ; plus ces connaissances sur les plantes et les lieux. Et ces personnages mythiques et mystiques : les maskililis qui, avec leurs pieds à l'envers, trompent les visiteurs en les enfonçant dans la forêt alors que les intrus sont persuadés d'en sortir. Tous ces éléments font que mon rapport à l'Amazonie, c'est à la fois une conscience immédiate de mon environnement, là où je suis née, où, depuis que j'ai ouvert les yeux, je vois de la forêt, du *yanman*, des cours d'eau, des fleuves interminables, où je sais nommer les animaux, identifier leurs cris d'une part ; et d'autre part, une conscience intellectuelle, universitaire, des savoirs acquis grâce aux rapports scientifiques sur l'état actuel du monde, sa vulnérabilité et le rôle singulier que peut et doit jouer l'Amazonie.

Voilà un an que vous avez pris la tête de la chaire José Bonifácio de l'université de São Paulo, au Brésil, vous avez travaillé sur les « Sociétés amazoniennes : des réalités plurielles, un destin commun ? ». Ce destin commun existe-t-il ou doit-il encore naître ?

Un peu des deux. Ce destin existe, l'Amazonie étant une réalité géographique,

devenue une réalité géopolitique, qui inclut 9 réalités historiques. L'histoire de l'Amazonie, c'est d'abord des milliers d'années au cours desquelles des communautés humaines se sont croisées, se sont fait la guerre aussi, ont coopéré, ont défendu ensemble le territoire, l'ont aménagé... Sur le plan archéologique, il reste traces de modes de vie extrêmement différenciés. Il y a ce qu'on appelle les modes de vie traditionnels, c'est-à-dire les activités économiques assez sommaires, mais autosuffisantes. Et il y a aussi ce réseau urbain très élaboré, vieux de 2 500 ans, révélé dans l'Upano il y a deux ans, par une équipe internationale de chercheurs. Toutefois, l'Amazonie nourrit beaucoup de fantasmes, qui appellent une clarification sur la nature des initiatives qui sont prises, sur la légitimité des discours prononcés et sur l'inefficacité des dispositions établies à l'échelle multilatérale. Demeurent donc ces problématiques autour de la prise en charge de l'Amazonie, de sa préservation, des interactions et d'abord de la légitimité des perceptions et des décisions la concernant. Il est donc nécessaire de redonner une place primordiale aux délibérations collectives sur place. Il existe une instance pour cela, c'est l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA) qui est un espace de rencontres entre les autorités des 9 pays amazoniens œuvrant, théoriquement, à une prise en charge commune et solidaire de l'Amazonie. Ce n'est pas le même espace que celui de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui s'interroge différemment sur l'Amazonie, « poumon vert de la planète », qu'il faut protéger depuis la majesté des instances multilatérales. Une première évidence doit s'imposer : au quotidien, les communautés humaines, les individus qui y

vivent, protègent leur habitat. Nous sommes sujets de nos droits et acteurs de nos vies et de notre avenir. C'est un premier malentendu à lever.

Vos récents travaux, la COP30 de Belém et l'actuelle exposition au musée du Quai Branly (Amazônia), contribuent à reconstruire notre perception de l'Amazonie et à faire reconnaître « l'Amazonie habitée »*. Pourquoi s'est-on trompé si longtemps sur cette région du globe ?

Il y a plusieurs raisons à cela et parmi elles, le contexte même de la conquête. C'est-

à-dire les fameuses grandes découvertes, le développement de la navigation et ces Européens qui parcourent le monde. Le nom Amazonie lui-même interroge. C'est une référence à l'Europe, c'est une empreinte profonde, en tout cas sur le plan sémantique. Donc, le malentendu commence là. C'est-à-dire que l'Europe se raconte à ce moment-là qu'il y a un prolongement d'elle-même dans cette région du monde. Et elle croit la connaître. Elle a nommé les lieux. Elle a même prétendu nommer des peuples à l'époque. Ces peuples rétablissent désormais leurs noms dans leurs propres langues. Donc, depuis plusieurs siècles, l'Europe se raconte, de bonne foi, une histoire de présence un peu poétique, lyrique, alors qu'en réalité, c'est une présence de violence.

Le Mémorial national des victimes de l'esclavage sera inauguré à Paris en 2027, 26 ans après la loi Taubira, quel regard portez-vous sur ce monument ?

J'ai orienté mes combats différemment. Mes priorités demeurent de faire émerger dans l'espace public de nos pays nos présences ancestrales. C'est ainsi qu'en Guyane, l'association des professeurs d'histoire et de géographie, s'adossant à la loi Taubira, a pu obtenir les moyens d'effectuer des recherches pour dresser au Jardin botanique de Cayenne un mémorial portant les noms de toutes les personnes à qui a été reconnu un état civil en 1848. En Guyane, nous avons aussi des vestiges de communautés de marrons, des traces de cimetières en forêt... C'est cela ma priorité : faire en sorte que nous mettions en lumière et rendions lisibles nos traces ancestrales sur nos propres territoires. C'est là, notre espace public.

La question des réparations est-elle une question que vous pourriez à nouveau porter dans l'espace public ?

Je n'ai jamais cessé de la porter. La proposition de loi que j'avais rédigée contenait un article sur la réparation. Cet article prévoyait la mise en place d'un comité de personnalités qualifiées chargées d'évaluer le préjudice et de faire des propositions en matière de réparation. J'étais déjà persuadée, en 1998 quand je rédigeais ce texte de loi, que la question de la réparation se posait et se poserait. La preuve, elle se pose encore. Le crime lui-même est irréparable. En revanche, les conséquences du crime et le mode de sortie du système esclavagiste résonnent et agissent encore aujourd'hui.

C'est dans ce cadre que se pose la question de la réparation. Je n'ai malheureusement pas gagné le maintien de cet article dans la loi, mais je n'ai jamais cessé d'en parler. Encore très récemment, à l'université en Guadeloupe et à la BnF**, à l'occasion de colloques. Le déni est une fuite stérile.

Les batailles que vous avez livrées pendant votre carrière politique ont toutes été la source d'hostilité, d'injures, de menaces. Est-ce difficile d'être Christiane Taubira ?

Je ne sais pas répondre à cette question. Je vis, je ne me regarde pas vivre. Je livre mes batailles, je réfléchis, je travaille beaucoup. Je m'impose une rigueur éthique et politique dans les causes que je prends en charge car je choisis des causes publiques et collectives. Des causes communes. Je ne mène aucune bataille personnelle. J'organise mes batailles de façon à les mener à bien, du mieux que je sois capable de faire. Le reste est incident. Je n'anticipe ni les attaques racistes ni les menaces de mort. A posteriori, je considère que cela fait partie du package. Mais ce n'est pas normal ! Je mène chaque bataille avec la conviction qu'elle est juste et la détermination sans faille de la mener à terme. Le reste va avec. Il est hors de question que ce « reste » m'abatte ou m'affaiblisse. Il n'y a pas d'autre option que de surmonter. J'y mets toute mon énergie, mon intelligence, ma culture, ma sensibilité et toute ma détermination. Quand je démarre un combat, je sais que j'en sortirai victorieuse. Avec des blessures, des plaies, des bosses, mais j'en sortirai avec une victoire !

À une jeune génération qui ne vous connaîtrait pas et qui vous découvrirait au cours des prochaines années, comment vous présenteriez-vous ?

J'ai beaucoup de mal à me présenter. Quand on m'oblige à le faire, je donne deux ou trois titres qui font référence dans le cadre. Mais je ne suis pas finie, je continue à vivre, à me mobiliser sur des causes, je continue à agir à l'international et à faire des tas de choses. Je laisse plutôt les jeunes générations entrer dans ma vie et ma personnalité par les portes qui s'ouvrent à elles, pour qu'elles tracent ensuite leur propre route. On ne se rend pas compte mais quand on dit « première députée de Guyane », « première afrodescendante à la tête d'un ministère régalien en France », etc. cela veut surtout dire que vous n'avez pas de référence. Vous n'avez ni repère ni modèle.

Je n'ai eu personne pour me mettre en garde, m'orienter, m'expliquer comment ça fonctionne et quels pièges éviter. Ce que je voudrais c'est que les générations suivantes en soient dispensées. Que le chemin que j'ai parcouru serve à éclairer les leurs et leur fasse gagner 20 ou 30 ans. D'où mon obsession pour la transmission.

Quels sont, aujourd'hui, votre plus grande crainte et votre plus grand espoir ?

Je n'ai pas de crainte, ce n'est pas mon tempérament. Je suis extrêmement lucide et je trouve le chaos du monde angoissant pour les générations futures. C'est rageant pour moi, parce que c'est le constat d'échec et de manque de courage de 2 générations. La violence de ce monde est le résultat de nos incapacités. J'espère que nous pourrions y mettre un terme. Mes réflexions sur l'ONU sont aussi liées à ces questions, parce que je crois à la nécessité d'une gouvernance mondiale, multilatérale et démocratique. Et cette gouvernance doit devenir efficace. Pour l'instant, elle est antidémocratique, inéquitable et inefficace. Mon regard sur le monde aujourd'hui n'est donc pas sous forme de crainte et d'espoir, il est plutôt de lucidité dans le constat et d'exigence dans l'action.

Christiane Taubira, votre voix, votre verbe, votre incomparable éloquence sont certainement ce qui contribue à vous définir. En ce début d'année, quels vers vous viennent à l'esprit ?

Quand je cite des poètes, ce n'est jamais prémédité. C'est pour cela que je radote que les poètes sont mes meilleurs amis. Quand je livre bataille, quand je suis dans l'arène, dans le feu de l'action, au moment du coup de grâce ce sont des vers qui me viennent. Ce n'est pas prévu. Mais si je dois vous donner un mot de la fin, il serait en rapport avec votre précédente question, c'est un vers d'Abdellatif Laâbi : « Autour des rêves menacés par les fauves on entretient le feu ». Faisons en sorte que les rêves soient encore possibles.

* Expression extraite de l'article "Nos Amazonies, nos vies... contre somnations et chimères" dans Espaço Vivo, Social, Político (Amazonies espace vivant, social et politique).

** BnF : bibliothèque nationale de France.



264 596

IL S'AGIT DU NOMBRE D'HABITANTS RECENSÉS, EN 2025, EN NOUVELLE-CALÉDONIE. UNE POPULATION EN RECUL POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 80 ANS.



© VILLE DE NOUMÉA

IL A DIT

« Pour construire des prisons, il faut un ministre qui ait envie de les construire, bien sûr, mais aussi des élus qui donnent ou qui vendent des terrains. Nous y travaillons. Il est tout à fait possible, dans les heures ou jours qui viennent, qu'on puisse travailler à l'implantation d'un nouveau site pénitentiaire à La Réunion. »

Gérald Darmanin, ministre de la Justice, le 21 février 2026, lors de sa visite de deux jours à La Réunion (Réunion la 1^{ère}).



© GETTY - ANTOINE GYORI - CORBIS



© DR

GUYANE

PREMIER CONTRAT COMMERCIAL D'ENVERGURE POUR ARIANE 6

Pari réussi, le 12 février, pour le premier lancement de l'année depuis le Centre spatial guyanais (CSG), à Kourou. Il s'agit de la première version d'Ariane 6, équipée de quatre boosters (propulseurs d'appoint). Le lanceur européen a emporté 32 satellites d'un client privé et les a déployés, en orbite, à 465 km au-dessus de nos têtes. Le vol a duré 1 h 54, du décollage à la séparation du dernier satellite. Il s'agit de satellites de la future constellation de télécommunications Amazon Léo, concurrente de Starlink. Ils constituent donc les premières pièces du réseau internet d'Amazon lancées par un opérateur européen.

LA RÉUNION

ESPOIR CONTRE LE CANCER

Les startups réunionnaises Torskal et le laboratoire Bourbon, co-promotrices d'un projet médical innovant, ont obtenu l'autorisation de lancer des essais cliniques sur l'homme en Nouvelle-Zélande. Ces tests visent à évaluer un traitement contre certains cancers cutanés, utilisant la plante endémique ambaville et des nanoparticules d'or activées par laser pour limiter cicatrices et récurrences.

CARAÏBES

HUB NUMÉRIQUE EN VUE

La République dominicaine bientôt un carrefour numérique des Amériques ? Fin février, le président Luis Abinader a signé un accord avec Google pour construire un centre international d'échange numérique de 7 000 m², futur 8e port mondial du géant américain. Quatre câbles sous-marins sont prévus pour relier directement le pays aux États-Unis, multiplier par six la capacité de transmission et moderniser un réseau vieillissant.



© GUY FALCON



© GETTY - OSAKAWAYNE STUDIOS

OUTRE-MER

UNE RÉFLEXION COLLECTIVE ET POPULAIRE

Organisés par le Comité consultatif national d'éthique (CCNE), les États généraux de la bioéthique, lancés le 21 janvier pour l'édition 2026, sont une consultation citoyenne visant à recueillir l'avis de la population avant toute éventuelle modification de la loi de bioéthique. Jusqu'en mai, des occasions de débattre sont prévues dans l'Hexagone comme dans l'Outre-mer et sont organisées par les espaces de réflexion éthique. Une synthèse globale des contributions sera publiée en juin, puis le CCNE rendra un avis en septembre. Ces documents serviront de repères aux législateurs avant la révision prévue à l'horizon 2028.

HAÏTI

DU SOLEIL SUR LES PISTES

Faire parler d'Haïti sur des pistes de ski... Pourquoi pas ! Aux JO de Milan-Cortina 2026, Stevenson Savart a marqué l'histoire en devenant le premier skieur de fond à représenter Haïti. Né là-bas, mais élevé dans les Vosges, dans l'Hexagone, il a bousculé le skiathlon masculin sous les acclamations du public. Malheureusement, loin des podiums, mais au sommet des cœurs !



© DR/FÉDÉRATION HAÏTIENNE DE SKI

GUADELOUPE

JUSTICE EN RENFORT

La loi d'orientation et de programmation 2023-2027 du ministère de la Justice prévoit, à l'échelle nationale, le recrutement de 1 500 magistrats, 1 800 greffiers et 1 100 attachés de justice. Ces recrutements massifs ont été rendus possibles grâce à des augmentations budgétaires soutenues et inédites. En Guadeloupe, la cour d'appel de Basse-Terre a vu ses effectifs évoluer entre 2017 et 2025 : + 9 % de magistrats et + 28 % de greffiers. D'ici à 2027, sont attendus + 20 % de magistrats et + 34 % de greffiers.

NUMÉROS VERTS : DE L'IMPORTANCE DES RELAIS LOCAUX !

ILS SONT COURTS, FACILES À RETENIR ET PEUVENT ÊTRE D'UN GRAND SECOURS POUR UNE PRISE EN CHARGE DES SITUATIONS DE DÉTRESSE : VIOLENCES, CYBERHARCÈLEMENT, PROTECTION DE L'ENFANCE, PRÉVENTION DU SUICIDE OU ENCORE HÉBERGEMENT D'URGENCE. AUX ANTILLES-GUYANE, L'EFFICACITÉ DE CES NUMÉROS VERTS REPOSE BEAUCOUP SUR L'EXISTENCE OU NON DE RELAIS LOCAUX.

Texte Sarah Bakry



Dr Édouard Godier, médecin psychiatre, coordinateur du 31 14 en Guadeloupe

Au fil des ans, l'État a lancé une liste de numéros gratuits, dits « verts », facilement mémorisables. Parmi les plus connus : le 31 14 pour la prévention du suicide, le 39 18 dédié aux violences sexistes et sexuelles, le 119 pour l'enfance en danger, le 115 (Samu social) pour l'hébergement et l'urgence sociale et plus récemment le 30 18 destiné aux cas de cyberharcèlement et violences numériques. Tous reposent sur le même principe : un accès unique sur l'ensemble du territoire, y compris en Outre-mer, avec la possibilité d'orienter les appelants vers des solutions locales. Il existe toutefois quelques exceptions. Le 115, par exemple, qui peut répondre à la demande d'une personne sans abri ou d'une femme avec enfants en situation de rupture brutale, est, par la force des choses, géré localement. Accessible 24 h/24 et 7 j/7, le Samu social est coordonné via les SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation) de chaque département. Ce dispositif public est porté par des associations ou des structures locales : la Croix-Rouge pour la Guadeloupe, un groupement de coopération social et médico-social en Martinique (CGSMS) et le Samu social pour la Guyane. Des travailleurs sociaux sont chargés de l'écoute, de l'évaluation et de l'orientation des appelants.

31 14

Prévention du suicide. Accessible 24/24 et 7/7. Gratuit et confidentiel. Aux Antilles : réponse locale de 9h à 21h, puis relais assuré par Montpellier.

Le cas du 31 14, dédié à la prévention du suicide, constitue également un dispositif à part. En cohérence avec la feuille de route « santé mentale et psychiatrie 2028 », il a été lancé en 2021, dans le contexte post-Covid 19. Il marque une véritable rupture : pour la première fois, le gouvernement a décidé de déployer des centres de réponses professionnels sur l'ensemble du territoire, Outre-mer compris. Il en existe 33 à ce jour. Ces centres, accessibles 7 jours/7 de 9 heures à 21 heures, ont vu le jour en mars 2024 en Guadeloupe et dans les Îles du Nord, puis en juin 2025 en Martinique. En dehors de ces horaires, la continuité du service est assurée par le centre de Montpellier.

En Martinique, le 31 14 est porté par quatre infirmiers en psychiatrie du centre hospitalier Maurice Despinoy du Lamentin, spécifiquement formés à l'écoute active et bienveillante et à l'évaluation du risque suicidaire. Idem pour le centre de Guadeloupe composé de six professionnels de l'EPSM (établissement public de santé mentale) de Saint-Claude. « L'ouverture de centres régionaux marque un vrai progrès, souligne Dr Édouard Godier, médecin psychiatre, coordinateur du 31 14 en Guadeloupe. L'écoute est assurée par des professionnels et non des bénévoles, avec une véritable évaluation et orientation. Le recours à l'appel téléphonique facilite aussi le premier contact. L'anonymat garantit la confidentialité sans jugement et permet de toucher des personnes qui n'oseraient pas franchir la porte des soins. »

Ce dispositif présente aussi un avantage linguistique essentiel : la souffrance s'exprime souvent dans la langue maternelle. Les écoutants étant créolophones, la parole est donc facilitée et plus juste. « L'existence de centres locaux permet aussi d'aller au-delà de la ligne téléphonique avec des actions de prévention et de sensibilisation sur le terrain », poursuit le Dr Godier. Selon la direction générale de la Santé (DGS), le nombre d'appels est en hausse constante : 10 000 appels en 2025 contre 6 000 en 2024 en Guadeloupe et 4 900 en 2025 contre 600 en 2024 pour la Martinique. « Cela ne signifie pas forcément qu'il y a davantage de personnes en souffrance, remarque le Dr Godier. Mais plutôt

que l'information circule autour de ce nouveau service ». Concernant l'ouverture prochaine d'un centre en Guyane, la DGS reste prudente en précisant que « le besoin d'une plateforme d'appel est en cours de réévaluation, de façon à s'assurer que les actions déployées soient appropriées à la situation locale ».

39 19

Violences faites aux femmes. Numéro national, gratuit et confidentiel. Accessible 24/24 et 7/7



Ruth Thyly-Contrôle, directrice de ADAVIM France Victimes Martinique

L'utilité du relais local se vérifie aussi dans la prise en charge des violences faites aux femmes. Si le 39 19, devenu accessible 24 h/24 et 7 j/7 en août 2021, constitue une porte d'entrée nationale essentielle, il ne s'agit pas d'un numéro d'urgence – rôle dévolu aux forces de l'ordre. Son action, assurée par des professionnels formés, repose sur l'écoute, le repérage des victimes et leur orientation vers des associations locales, notamment celles agréées par le ministère de la Justice. En Guadeloupe, en Martinique et en Guyane, ces structures – Guadav France victimes 971, l'ADAVIM, France victimes Martinique et France victimes 973 – font partie du réseau fédéral France Victimes, ce qui facilite le relais sur place et permet un accompagnement des victimes sur le plan juridique, social et psychologique. « Nous n'intervenons pas dans l'urgence immédiate, mais dans la prise en charge des victimes sur la durée », souligne Ruth Thaly-Contrôle, directrice de France Victimes Martinique. En Guadeloupe uniquement, un système d'astreinte permettait, jusqu'en août 2025, aux forces de l'ordre de contacter l'association à tout moment selon les besoins, mais il a été interrompu faute de subventions. « Dès lors qu'une victime était identifiée par la police ou la gendarmerie, nous étions contactés dans la foulée pour faire un état des lieux : informations sur les droits, recherche d'hébergement, orientation vers le 115 ou mise en place d'un taxi social », explique Patrice Carvigant directeur adjoint de Guadav. Deux autres lignes nationales sont principalement destinées à la jeunesse. Le 119, Allo Enfance en danger, n'est pas récent. Le principe d'un service national d'accueil téléphonique remonte à 1989. Un

numéro vert simplifié a vu le jour en 1997. Au fil des lois, le service s'est renforcé et il est aujourd'hui joignable 24 h/24 et 7 j/7, y compris en Outre-mer. Ses 45 écoutants, professionnels spécialisés (travailleurs sociaux, psychologues et juristes en protection de l'enfance) évaluent chaque situation avant de la transmettre aux services départementaux compétents. Un tchat en ligne est également à disposition sur le site allo119.gouv.fr,



30 18

Cyberharcèlements et violences numériques.
Numéro national gratuit et confidentiel.
De 9h à 17h (Hexagone), de 4h à 16h ou de 5h à 17h (Guyane), de 4h à 16h ou de 3h à 15h (Antilles).

À l'heure où les jeunes passent beaucoup de temps sur internet, ils ne sont pas épargnés par les violences : harcèlement sur les réseaux sociaux, diffusion de contenus sexistes ou humiliants, chantage, usurpations d'identité, rumeurs numériques, etc. Face à ces risques, une ligne nationale a été lancée en 2021 : le 30 18, géré par l'association E-enfance, reconnue d'utilité publique, avec des psychologues, juristes et spécialistes des outils numériques. Le cyberharcèlement nécessite, en effet, des réponses multiples : soutien psychologique, démarches juridiques et suppression de contenus préjudiciables. Le 30 18 est accessible par téléphone, tchat, messagerie instantanée ou formulaires. Aux Antilles-Guyane, son utilité est réelle, mais son efficacité dépend de sa visibilité et de relais locaux. Le décalage horaire constitue aussi un frein : ouvert de 9 heures à 23 heures (heure de Paris), cela correspond chez nous à la fin d'après-midi ou au début de soirée, alors que les situations de cyberharcèlement surviennent souvent le soir, après l'école, lorsque les jeunes sont connectés. Barrière linguistique et service limité peuvent entraîner une perte de réactivité, ou à un renoncement à contacter le service. Cela souligne la nécessité d'une adaptation territoriale : élargissement des horaires, prise en compte des langues régionales et renforcement des relais sur le terrain. Localement, plusieurs associations agissent sur le harcèlement scolaire, comme J'M Jade, en Martinique, qui organise des ateliers dans les établissements scolaires ou Shield, en Guyane, qui mène des campagnes de sensibilisation et accompagne les victimes.



LES GALÈRES DE LA FACTURATION, C'EST FINI !

PLUS JUSTE, PLUS SIMPLE, PLUS EFFICACE.

Les entreprises françaises passent à la facturation électronique, au plus tard le 1^{er} septembre.

Renseignez-vous dès maintenant sur impots.gouv.fr

 Avec la facturation électronique, nous changeons d'ère

« EST-CE QUE J'AI FAIT DE MON MIEUX ? »



QUAND ELLE ÉTAIT PETITE, MURIEL JACQUES VOULAIT ÊTRE PILOTE DE CHASSE. ELLE EST AUJOURD'HUI CONSULTANTE EN STRATÉGIE, DANS UN CABINET GÉNÉRALISTE OÙ ELLE ACCOMPAGNE DES ENTREPRISES SUR DES PROBLÉMATIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE DÉCARBONATION.

Texte Floriane Jean-Gilles

1^{er} échec

« Je me souviens que petite, quand je disais à mes parents que j'avais obtenu une mauvaise note, ils me demandaient si j'avais fait de mon mieux. Et c'est un peu ces paroles qui résonnent toujours dans ma tête à chaque fois que je rencontre des difficultés. Mon plus gros échec scolaire, je pense que c'est ma 2^e année de prépa. J'étais à Jeanson de Sailly, à Paris. Je n'ai pas travaillé autant que j'aurais dû. Et même si j'ai obtenu de bons résultats au concours, je me suis dit que si j'avais travaillé plus, j'aurais pu viser encore plus haut. Est-ce que j'avais fait de mon mieux ? Non ; et c'est un sentiment qui a vraiment défini, dans la suite de mon parcours, ma conception de l'échec. L'échec, c'est de ne pas avoir tout donné. »

1^{er} projet coup de cœur

« Le projet dont je suis le plus fière, n'est pas forcément le plus gros ou le plus impressionnant, mais j'ai travaillé sur un projet sur la décarbonation du sucre de canne. Comme mon grand-père a travaillé à la sucrerie du Galion, ce projet me touchait en plein cœur. C'était pour une grande boîte qui fabrique des sodas. Et j'ai pu travailler sur ce projet en leur proposant des leviers pour complètement décarboner la production du sucre de canne. »

1^{re} démission

« J'ai signé mon premier CDI en 2019 et démissionné la même année. Dans cette entreprise, j'avais été exposée à plein de problématiques environnementales. Je voulais aller plus loin et avoir un impact positif sur la société. L'année suivante j'ai intégré l'INSEAD*, une école de commerce en un an, pour compléter mon profil très technique. J'ai passé les six premiers mois à Fontainebleau, puis de février à novembre 2021, à Singapour. De retour à Paris, j'ai été embauchée dans un cabinet de conseil qui m'a offert l'opportunité de partir aux États-Unis pour préparer un master en administration publique à l'université de Columbia, spécialisation "Climat, énergie et environnement", et d'intégrer bientôt leur bureau new-yorkais. »

* Institut européen d'administration des affaires.



REJOINS - NOUS

JOB DATING

Vous souhaitez faire votre alternance à EDF en Martinique ?

RDV

Vendredi 24 et Samedi 25 avril 2026

9h-13h

Au siège d'EDF à Pointe des Carrières, Fort de France

Munissez-vous de votre CV

pour un entretien avec notre équipe de recrutement.

SCANNEZ-MOI
POUR RETROUVER
NOS OFFRES
D'ALTERNANCE



Découvrez toutes nos offres du BAC PRO au BAC+5.

L'EMPLOI DANS LA CULTURE, ÇA DONNE QUOI ?

LE TRAVAIL, ON Y CONSACRE QUASI 40 % DE NOTRE TEMPS ÉVEILLÉ CHAQUE SEMAINE. ON L'AIME ET ON LE SUBIT. ON APPRÉCIE NOS MISSIONS ET ON A HÂTE DE TOUT PLAQUER LE TEMPS DES CONGÉS. ON RIGOLE AVEC LES COLLÈGUES ET ON CRITIQUE LE MANAGEMENT. BREF, ON A UNE RELATION BIEN COMPLEXE AU TRAVAIL. ET SURTOUT... ON N'EST PAS SI INFORMÉS QUE ÇA SUR LE SUJET ! POUR ENFIN Y VOIR PLUS CLAIR, DÉCOUVREZ CHAQUE MOIS LES INFOS SÉLECTIONNÉES POUR VOUS. CE MOIS-CI, ON S'INTÉRESSE À UN SUJET PEU ABORDÉ, LE TRAVAIL DANS LE SECTEUR CULTUREL LOCAL.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

Les professions culturelles représentent

4590 actifs

aux Antilles-Guyane,
soit 1,3 % de la population active
en moyenne.

Source : Atlas Culture des territoires,
ministère de la Culture

En moyenne, aux Antilles-Guyane,

39%

des actifs du secteur sont non-salariés.

Source : Atlas Culture des territoires,
ministère de la Culture

11000€

c'est la rémunération annuelle
moyenne dans le secteur culturel
martiniquais en 2011.

(Oui, c'est par an, pas par mois !)

Les secteurs de l'audiovisuel et du
multimédia en tête

(Avec 23 % des actifs culturels en
Martinique, 22 % en Guadeloupe,
32 % en Guyane)

Sources : Atlas Culture des territoires,
ministère de la Culture, et antianéchos
N° 47 juin 2014

En tant qu'artiste, il faut effectuer

507 h

de travail déclaré pour valider le statut
d'intermittent du spectacle.

(P.-S. : de l'avis des professionnels locaux,
ce n'est pas adapté aux réalités de nos
territoires, particulièrement pour les artistes
du spectacle vivant)

6 métiers en demande chez nous :

Scripte
Administrateur de production
1^{er} assistant réalisateur
Régisseur général
1^{er} assistant image
Cascadeur

Source : Gilles Zobda, responsable de la
Commission du film de Martinique et bureau
d'accueil des tournages à la CTM, à l'occasion
d'une journée consacrée aux métiers et formations
du secteur culture & spectacle, organisée par la
scène nationale de Martinique, Tropiques Atrium,
le 20 octobre 2025.



3 dispositifs à connaître

- Le programme Auteurs, talents d'Outre-mer permettant à trois lauréats issus de Martinique, Guyane et Saint-Martin de suivre une formation de deux ans au Conservatoire européen d'écriture audiovisuelle (aka l'écriture de scénarios).
- Le Campus Luminans en Guadeloupe, réseau des établissements et organisme de l'audiovisuel et du cinéma. Une mine d'informations sur les métiers et les formations disponibles.
- Le CFA M.A.N.S en Martinique, préparant aux métiers de l'audiovisuel, du numérique et de la scène.

2 questions

À SÉVERINE GIMS,
DIRECTRICE DE L'ÉCOLE
KOURTRAJME CARAÏBES

Faire du cinéma ici, c'est
possible ?

Nous sommes sur un écosystème en construction car, que ce soit en Guadeloupe, en Martinique ou en Guyane, nous souhaitons tous aller vers une industrie. Bien que cela demeure compliqué, c'est une bataille qui en vaut la peine. On peut bâtir une filière locale durable à condition qu'on soit ambitieux, qu'on ne considère pas notre insularité comme un handicap, et surtout, que l'on soit solidaire.

Nos jeunes peuvent-ils
en vivre ?

Les salaires sont variables, cela dépend des projets. Nous avons de petites productions pour lesquelles réaliser un film est un combat. Je me bats avec l'école Kourtrajmé dans une logique de rétention des compétences, afin que les jeunes puissent s'initier sur place. Bien sûr, ils peuvent partir se former, prendre de l'expérience mais ils doivent pouvoir avoir le choix de revenir travailler sur leur territoire.

RETROUVEZ PLUS DE
CONTENUS SUR L'EMPLOI
SUR BONFILON.INFO



bonfilon
by EWAG

Pourquoi certaines cellules deviennent-elles cancéreuses ?

LUDIVINE ROUMBO

Texte Sarah Balay - Photo Aubane Neely

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : Identification et caractérisation fonctionnelle d'une voie d'inhibition de la phosphatase PP2A-B55 chez *C. elegans*. Je travaille en recherche fondamentale au sein de l'équipe Cycle cellulaire et développement de l'institut Jacques Monod (Paris).

Quand et où avez-vous soutenu ?

J'ai soutenu ma thèse le 31 octobre 2025, à l'Institut Jacques Monod, à Paris.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Nous cherchons à comprendre quels sont les mécanismes derrière le top départ de la division d'une cellule.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Nous étudions les mécanismes qui déclenchent l'entrée en mitose, c'est-à-dire le processus de division cellulaire. Lorsque des cellules se divisent de manière anarchique et désordonnée, cela peut provoquer des maladies, notamment des cancers. Notre objectif est de comprendre en détail « la mécanique » de ces processus biologiques afin de pouvoir, à terme, appliquer ces connaissances à l'étude et au traitement de certaines pathologies. Nos recherches en biologie fondamentale contribuent ainsi à mieux comprendre la régulation de protéines dont on sait qu'elles sont souvent surexprimées dans certains types de cancer. En identifiant précisément les rouages qui contrôlent l'entrée en division cellulaire, nous espérons pouvoir, à l'avenir, cibler spécifiquement le mécanisme défaillant dans une cellule tumorale, tout en épargnant les cellules saines.

Que faites-vous aujourd'hui ?

Bien que le projet principal de ma thèse ait déjà été publié (Roumbo et al, 2025 dans *The Embo Journal*), je finalise actuellement les expériences liées à un second axe de recherche en m'intéressant à une autre famille de protéines, jusqu'ici moins étudiées et notamment impliquées dans des maladies neurodégénératives. Nous essayons de comprendre les mécanismes de base de fonctionnement de ces protéines humaines. Parallèlement, je réfléchis à la suite de mon parcours après la thèse. Je souhaite poursuivre dans la recherche, possiblement dans le secteur privé, idéalement au sein d'équipes en recherche et innovations, où je pourrais mettre à profit mon expertise en biologie cellulaire, biochimie et en mécanismes moléculaires appliqués à des problématiques de santé.



EWAG[®]

Recevez nos derniers reportages
et ne manquez aucune sortie de magazine,
directement sur WhatsApp.



EWAG
Le dernier KaruMag est sorti 🇪🇸

il y a 3min

DANS LES COULISSES D'UNE NUIT SANS URGENCE

VISIBLES, MAIS DISCRETS. PRÊTS À INTERVENIR
À TOUT INSTANT. NOUS AVONS SUIVI LES SECOURISTES
DE L'UNASS, MOBILISÉS LUNDI GRAS POUR LE DÉFILÉ NOCTURNE
À SAINT-FRANÇOIS. BILAN : UNE SOIRÉE CALME.
ET C'EST DÉJÀ UNE VICTOIRE.

Texte Sarah Balay



Une dizaine de groupes a défilé en nocturne lundi gras à Saint-François.

© Sarah Balay

Il est minuit quand mon reportage se termine. Ce lundi gras, 16 février 2026, j'avais pour mission de suivre les vingt secouristes de l'Unass* Guadeloupe, déployés pour le défilé nocturne de Saint-François. Je rentre chez moi fatiguée, mais surtout soulagée. À ma grande surprise, je n'ai pas noirci mon cahier d'interventions. Il ne s'est (quasi) rien passé.

Certes, ce temps fort annuel du carnaval n'a pas la réputation d'être à « haut risque ». « L'ambiance est plutôt familiale, me rassure Julien Melin, coordinateur de l'association, à mon arrivée. Il y a aussi beaucoup de touristes, c'est la haute saison. L'événement rassemble à peine

20 000 personnes, bien loin des 65 000 du dimanche gras pointois. » Pour autant, le dispositif de sécurité est organisé au millimètre. Préparation depuis octobre, routes fermées, mesures anti-attentat, secouristes et médecins mobilisés, brancards alignés, ambulance garée, matériel de secours disposé, poste de commandement activé... Rien n'est laissé au hasard.

Dès 18 heures, ce lundi soir, la jeune équipe de l'Unass Guadeloupe est au taquet. Elle a pourtant encore dans les jambes la cinquantaine d'interventions de la veille à Pointe-à-Pître. Et chacun porte encore le souvenir du drame du 4 janvier, lorsqu'un jeune de 18 ans a perdu

la vie après avoir reçu plusieurs balles, en marge du premier défilé de la saison. « Nous étions les primo intervenants, explique Julien. Être secouriste, c'est souvent très dur. La cohésion de l'équipe est indispensable : c'est elle qui permet de traverser les situations difficiles et de se soutenir. Et bien sûr, je veille toujours au suivi psychologique. »

Fort engagement citoyen

Vers 20 heures, la place Félix Eboué, où est installé le poste de sécurité, commence à vibrer. Pas encore de groupes de carnaval, mais les voitures tuning grondent, musique à fond – une tradition à Saint-François. J'en profite pour me rendre



Vérification des équipements par des secouristes avant la parade

© Lou Denim

au poste de commandement à la mairie où une dizaine de personnes – policiers, gendarmes, pompiers et élus – s'affairent, contrariées de voir le défilé se faire attendre.

À leurs côtés, concentré, face à deux écrans, Sébastien, secouriste de 21 ans, assume, le rôle de coordinateur. Une grosse pression. Grâce aux GPS dans les sacs des équipes mobiles, il sait où se trouvent tous les secouristes et reçoit les premières alertes. C'est lui qui décide ensuite de faire appel au Samu, aux pompiers, aux forces de l'ordre ou, en dernier recours, à l'hélicoptère. « C'est un poste stratégique, explique Julien Melin. Mon objectif est de mettre en circuit cette jeunesse, lui faire confiance et lui donner des responsabilités. »

En effet, à l'Unass, la moyenne d'âge est de 25 ans et 50 % d'entre eux sont en fac de médecine. Tous bénévoles, ils sont avant tout animés par un fort engagement citoyen. « Je me suis lancée pour trois raisons, confie Clélia, prof de Krav-Maga** : me sentir utile, découvrir de nouvelles expériences et rester opérationnelle. »

22 heures, je m'élance avec une

équipe mobile de quatre secouristes. Je perçois très vite leur complicité et leur vigilance partagée. En tenue rouge et blanche, sac au dos, ils se montrent surtout pour que la foule sache qu'ils sont là. Nous marchons vite, en plein défilé, juste à côté des groupes euphoriques. L'équipe observe, évalue, sent quand l'ambiance change. « Il faut être là avant qu'il ne se passe quelque chose, explique Théo, professeur de kayak. On est la nounou des gens. »

Une présence rassurante, mais jamais intrusive.

À minuit, le dernier groupe plie bagage. La fête est terminée. Ce soir, ils n'ont pas sauvé de vie, mais ils étaient prêts à le faire. Être secouriste, c'est être visible et attentif, même quand tout est calme. Une nuit sans urgence, mais une mission accomplie.

*Unass : union nationale des associations de secouristes et sauveteurs.

**Krav-Maga : sport de self-défense



Rencontre avec un médecin au poste de sécurité, place Félix Eboué à Saint-François

© Lou Denim

Art. 215

C'est la fin d'une époque. Heureusement. Notre Code civil, dans sa mansuétude, et son souci d'encadrer la vie de la cité et des citoyens, avait notamment déterminé les tenants et aboutissants de la relation des époux : respect, fidélité, secours et assistance. Soit les articles 212 à 226 du Code civil, que tous les maires de France énumèrent, écharpe tricolore en bandoulière, mine réjouie, lors de ces journées heureuses où l'amour entre deux individus se met au diapason du droit administratif.

En cette journée heureuse, l'édile n'allait cependant pas jusqu'à préciser qu'en vertu d'une jurisprudence constante de la Cour de cassation, il a été considéré que la « communauté de vie » entre époux, prévue à l'article 215 du Code civil, emportait nécessairement « communauté de lit » entre ces derniers. Bref, que ne pas avoir de rapports sexuels contrevenait aux engagements pris ce jour.

Le devoir conjugal, non explicitement cité dans les textes mais compris comme tel par tous, n'aura plus lieu d'être. Le 26 janvier 2026, des députés se sont emparés de la question et ont porté une série d'amendements pour modifier l'intitulé de cet article 215. La communauté de vie demeure, complétée de la phrase suivante : « Cette communauté de vie ne crée aucune obligation pour les époux d'avoir des relations sexuelles. » Voté à l'unanimité par les députés, l'amendement devra recueillir le vote des sénateurs avant d'être officiellement appliqué, à partir du 2^e semestre 2026.

L'article 242 du Code civil, portant sur le divorce, ne sera pas en reste. Également modifié, il y sera précisé que « le divorce pour faute ne peut être fondé sur l'absence ou le refus de relations sexuelles ». De quoi étonner toute une génération pour qui le devoir conjugal n'a rien d'un canular mais était une notion parmi tant d'autres, qui plus est prévue par la loi. On notera que cette interprétation d'un « droit conjugal » vient d'un arrêt du 16 décembre 1963 de la Cour de cassation. À l'époque, le juge rapporteur avait alors permis à une femme d'obtenir le divorce aux torts de son mari, sur la base que le mariage n'avait pas été consommé après cinq années de vie conjugale du fait de l'abstention du mari. « L'indifférence injurieuse » de ce dernier manquant ainsi « gravement aux devoirs du mariage et rendant intolérable le maintien du lien conjugal ». L'argument avait, par la suite, largement été repris à la faveur de maris blâmant unilatéralement leur conjointe pour la piètre qualité de leur vie sexuelle. La fin d'une époque.

Je vous déclare unis par les liens du mariage et du consentement.

Texte Mathieu Rached



Une journée au moulin

PAR DINA-EVE DELY

Dina-Eve Dely est directrice artistique et photographe. Basée en Martinique, elle développe un travail ancré dans le storytelling visuel et la mémoire culturelle caribéenne. Avec son approche intimiste, poétique et documentaire, elle explore les corps, les lieux et les récits invisibles à travers une esthétique texturée et contemplative. Soucieuse de son impact et de sa contribution au développement de l'île, elle a aussi à cœur de transmettre et d'aider la nouvelle génération de créatifs à trouver son identité créative.



J'AI GRANDI À PARIS ET PENDANT LES GRANDES VACANCES JE RÉSIDAIS DANS LA MAISON DE MA GRAND-MÈRE, À CÔTÉ DE LAQUELLE SE TENAIT UN MOULIN À MANIOC. DEPUIS PETITE JE M'Y RENDS, J'OBSERVE LES MEMBRES DE LA FRATRIE RAGALD QUI Y TRAVAILLE ET JE PARTAGE LEUR TABLE APRÈS LEUR DUR LABEUR. AU FIL DES ANNÉES, J'AI ENREGISTRÉ LES GESTES ET LES ÉTAPES, MAIS SURTOUT J'AI GOÛTÉ AU RÉSULTAT DE CE LONG PROCESSUS QUE JE VOUS MONTRE AU TRAVERS DE CETTE SÉRIE.



1, 2 (page de gauche) et 3 (ci-contre)
- La journée commence tôt (très tôt) pour éplucher la récolte de la veille. Les discussions sont parfois ponctuées de silences. Armée d'une grappe, l'équipe travaille à une vitesse impressionnante. Les gestes sont rapides et précis, une maîtrise qui reflète un véritable savoir-faire.



4, 5 (ci-contre) et 6 (page suivante)
- Une fois le manioc épluché, il est broyé sous la forme d'une pâte et conditionné dans un sac. Ce sac compressé est mis à rude épreuve pour extraire l'excédent d'eau du manioc. À ce stade, le sac est rempli de gros blocs de manioc qui doivent être transformés en une première farine : c'est l'étape du tamis — des mouvements énergiques, rapides et répétitifs qui nécessitent une certaine force dans les bras.





7 (ci-contre) - Nous y sommes presque ! Voici le four. La dernière étape qui nous sépare de la farine tant attendue. Le fruit de l'étape du tamis est cuit au feu de bois et mélangé dans le four pour rendre la farine plus fine, plus douce, plus nuageuse.

8 (page de droite) - La cassave a une saveur différente quand on prend conscience du lourd travail fourni pour lui permettre d'exister. Une reconnaissance qui nous pousse à apprécier ce patrimoine culturel à sa juste valeur.



IL A FAIT SENSATION À LA MI-TEMPS DU SUPER BOWL, LE 8 FÉVRIER DERNIER. LES 13 MINUTES DE SA PRESTATION ONT ÉTÉ SCRUTÉES, COMMENTÉES, ANALYSÉES. UNE PERFORMANCE D'AUTANT PLUS ATTENDUE QU'ELLE S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE POLITIQUE PARTICULIÈREMENT ÉLECTRIQUE AUX ÉTATS-UNIS. DÉJÀ, EN SEPTEMBRE 2025, BAD BUNNY CONFIAIT DANS UNE INTERVIEW ACCORDÉE AU MAGAZINE I-D NE PAS AVOIR PRÉVU DE DATES AMÉRICAINES LORS DE SA TOURNÉE, CRAIGNANT LA PRÉSENCE DES AGENTS DE L'ICE, LA POLICE DE L'IMMIGRATION. ALORS, BAD BUNNY, MEILLEUR ADVERSAIRE DE DONALD TRUMP ?

Sélection de Floriane Jean-Gilles



Dans le clip du morceau NUEVAYOL, issu de son dernier album DeBÍ TIRAR MÁS FOTOS, plusieurs messages. D'abord, une référence à l'occupation de la statue de la Liberté par un groupe de nationalistes portoricains, le 25 octobre 1977. Un article du *Monde*, daté du 27 octobre de la même année, en fait état, mentionnant qu'un drapeau portoricain avait été accroché à sa couronne ainsi qu'une pancarte exigeant l'indépendance du pays. Juste après le plan de Bad Bunny au sommet de la statue de la Liberté, une radio diffuse un faux discours de Donald Trump, présentant ses excuses aux immigrés.

BAD BUNNY - NUEVAYOL (Video Oficial)
| DeBÍ TIRAR MÁS FOTOS - YouTube

BAD BUNNY



L'engagement politique de l'artiste semble indissociable de sa musique : textes engagés, prises de position fermes, célébration de la culture portoricaine, soutien à la communauté LGBTQ +... Tout l'oppose à l'Amérique MAGA.

Bad Bunny, le chanteur enragé qui met Donald Trump et la Maison-Blanche en panique - *Le Nouvel Obs*



La performance de Bad Bunny est une ode à Porto Rico, et plus largement à la Caraïbe : eau de coco, dominos, sinobol, chaise en plastique, canne à sucre, et même les coupures de courant. La scénographie du spectacle, à la mi-temps du Super Bowl, était époustouflante, célébrant le continent américain dans toute sa diversité, loin de se réduire aux seuls États-Unis. (Et oui, on aime revoir le drapeau de la Martinique à la fin du show !)

Bad Bunny's Apple Music Super Bowl Halftime Show - YouTube



Pour mieux cerner l'homme derrière l'artiste et connaître son parcours. Le journaliste Lucas Minisini évoque, par ailleurs, la scène où Bad Bunny remet son Grammy à un enfant. Plusieurs théories à ce sujet : il pourrait représenter Liam Conejo Ramos, comme on peut l'entendre dans le podcast ; d'autres y voient une représentation de Bad Bunny plus jeune. Chacun se forgera son opinion...

Bad Bunny : un symbole anti-Trump au Super Bowl - *L'Heure du Monde, Le Monde*

Retrouvez
la playlist
complète



« LADY LADY »

NON LE 8 MARS N'EST PAS LA JOURNÉE DE LA FEMME (ON NE LE RÉPÉTERA JAMAIS ASSEZ !). LE 8 MARS EST LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES... NUANCE ! PLUTÔT GROSSE DIFFÉRENCE. CETTE ANNÉE, LA MOBILISATION S'ORGANISE AUTOUR DE LA THÉMATIQUE « DROITS. JUSTICE. ACTION. POUR TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES ». UN THÈME QUI NOUS A INSPIRÉ UNE SÉLECTION POUR PROLONGER L'ESPRIT DE CETTE JOURNÉE. ET SI VOUS VOUS POSEZ LA QUESTION, « LADY LADY » EST LE TITRE D'UN MORCEAU D'OLIVIA DEAN, QUI VIENT DE REMPORTER LE GRAMMY DE LA RÉVÉLATION DE L'ANNÉE... À SAVOURER.

Texte Floriane Jean-Gilles

À ÉCOUTER



Interrogée par Yasmine Chouaki, en 2010, Maryse Condé disait qu'elle ne faisait pas de différence entre les mots et la musique. « Les mots sont une musique. Quand je travaille, par exemple, quand j'écris, il faut absolument que j'ai de la musique pour porter mes mots. Donc finalement, je n'arrive pas à faire de distinction entre mots et musique. Ce sont des sons harmonieux. » 16 ans plus tard, l'adaptation de la saga africaine de Condé en sons, en musiques et en voix, notamment celle d'Aïssa Maïga, narratrice du roman, parvient à faire danser les mots de l'auteure guadeloupéenne qu'on (re)découvre avec gourmandise. C'est sans doute cela la force d'une lecture à voix haute.

« Ségou » de Maryse Condé (10 épisodes), à écouter sur France culture

À VOIR

Mélisa Godet réalise *La Maison des femmes*. Le pitch : c'est l'histoire de la Maison des Femmes de Saint-Denis, en Île-de-France. Créée en 2016, par Ghada Hatem-Gantzer, gynécologue obstétricienne, c'est une structure unique à l'époque. Aujourd'hui, c'est un réseau d'une trentaine de Maisons, dont une en Martinique et une à Saint-Martin, qui vient en aide aux femmes victimes de violences. On a voulu voir le film en avant-première, mais toutes les projections presse étaient à Paris... On attendra sa sortie officielle.



« La Maison des femmes » de Mélisa Godet, en salle le 4 mars 2026

À FAIRE



D'ailleurs, si vous avez prévu un séjour à Paris prochainement, allez voir *All About Love*, l'exposition de l'artiste Mickalene Thomas, qui met la femme noire au centre de ses œuvres. Le titre de l'exposition est inspiré du nom de l'ouvrage de bell hooks, traduit *À propos d'amour*, si vous souhaitez l'ajouter à cette sélection... Et si Paris ne fait pas partie de vos projets, découvrez cette artiste incroyable en écoutant *Nouvelles têtes*, l'émission de Daphné Bürki dont Mickalene Thomas était l'invitée, le 29 janvier dernier, et jetez un œil à son compte Insta, on y découvre plusieurs de ses œuvres tout en textures, en matières, en motifs et en superpositions. Deux mots : flamboyant et monumental !

« *All About Love* » de Mickalene Thomas, au Grand Palais, jusqu'au 5 avril 2026
@mickalenethomas



A Moment's Measure #2
2008 - Strass, peinture acrylique et émail sur panneau de bois
182,9 x 213,4 cm

© 2005 Mickalene Thomas / ADAGP, Paris

À LIRE

Nos cheveux... Vaste sujet ! Toutes les femmes ont un jour connu cette relation amour-haine avec une chevelure trop frisée, trop bouclée, trop crépue... Toujours trop, jamais assez. C'est sans doute ce qui donne autant de force au poème d'Elizabeth Acevedo, la plus jeune enfant d'une famille d'immigrants dominicains aux États-Unis. Le verbe est puissant, les illustrations émouvantes. Un livre comme une transmission...

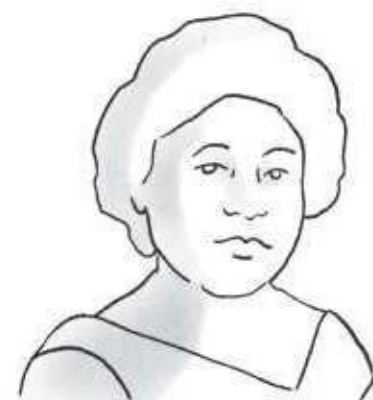
En Héritage de Elizabeth Acevedo, traduit par Laura Nsafou et illustré par Andrea Pippins, éditions Nathan, 48 pages. En librairie le 12 mars 2026



À MÉDITER

« Alors que nous entrons dans le deuxième quart du XXI^e siècle, aucune nation n'a encore comblé les disparités juridiques entre les hommes et les femmes. En ce moment même, en 2026, les femmes ne bénéficient que de 64 pour cent des droits juridiques dont jouissent les hommes à l'échelle mondiale. Dans des domaines fondamentaux de la vie, notamment le travail, l'argent, la sécurité, la famille, la propriété, la mobilité et la retraite, la loi désavantage systématiquement les femmes. Des normes sociales préjudiciables aux lois discriminatoires, les femmes et les filles continuent de se heurter à des obstacles tenaces, voire à une résistance, qui entravent leur accès à une justice équitable. Si les progrès se poursuivent au rythme actuel, il faudra 286 ans pour combler les disparités en termes de protection juridique. Ce n'est pas seulement un délai, c'est une capitulation. »

ONU Femmes



À (RE)DÉCOUVRIR

72 NOMS DE FEMMES DE SCIENCES ACCOMPAGNERONT BIENTÔT LES 72 NOMS DE SAVANTS, GRAVÉS SOUS LE PREMIER ÉTAGE DE LA TOUR EIFFEL. PARMI EUX, CELUI D'ALICE SOLLIER, PREMIÈRE FEMME NOIRE REÇUE DOCTEURE EN MÉDECINE EN 1887, FILLE D'UN ESCLAVE GUYANAIS AFFRANCHI EN 1834. NOUS AVONS POSÉ 3 QUESTIONS AU DR ISABELLE VAUGLIN, VICE-PRÉSIDENTE DE FEMMES & SCIENCES ET COPRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'EXPERTS CHARGÉE DE L'INSCRIPTION DE FEMMES SCIENTIFIQUES SUR LA TOUR EIFFEL.

C'est quoi l'effet Matilda ?

C'est une minimisation de la contribution des femmes à l'avancée des sciences. Depuis l'invisibilisation jusqu'à l'attribution des travaux de ces femmes à leurs collègues masculins, alors même qu'ils n'y ont pas contribué. C'est Margaret Rossiter qui a développé cette idée, en approfondissant les travaux de Robert King Merton. La théorie de Robert King Merton, baptisée l'effet Matthieu, se concentre sur l'inégale répartition des financements dans les laboratoires. Merton a démontré que les personnes connues bénéficiaient d'une attribution de crédits plus importante comparé à leurs homologues qui ne jouissaient pas de la même notoriété. En 1993, Margareth Rossiter a prouvé que cet effet était décuplé lorsqu'il s'appliquait spécifiquement aux femmes.

Comment avez-vous choisi ces 72 femmes ?

La Commission n'a pas statué sur les 72 noms, elle devait étudier la faisabilité du projet en tenant compte de différents critères patrimoniaux, administratifs et juridiques. Nous avons remis un rapport, contenant 6 recommandations, en septembre dernier, à Anne Hidalgo, maire de Paris. La 5^e de ces recommandations était de confier la collecte des noms à l'association Femmes & Sciences. Cette collecte a eu lieu auprès de différents organismes de recherches (CNRS, INSERM,

Institut Pasteur, universités...), de sociétés savantes et d'associations sœurs, telles que Femmes ingénieures. Nous avons reçu plus de 200 propositions, y compris de la part de personnes de la société civile. La sélection n'a pas été facile, d'autant plus que la Commission avait fixé plusieurs contraintes : les femmes devaient être Françaises, être décédées et avoir vécu entre 1789 et nos jours. Mais il ne faut pas oublier que les écoles d'ingénieurs étaient interdites aux femmes jusqu'à une période très récente. Ce n'est qu'en 1972 que 7 femmes intègrent l'École polytechnique. Nous avons également obtenu de la Commission la possibilité d'intégrer des femmes étrangères qui avait un lien évident avec la France. C'était une façon de montrer que la science n'a pas de frontières.

Par ailleurs, dans la mesure où les lettres doivent être strictement identiques à celles de la frise des hommes, les noms de famille ne pouvaient pas excéder 12 caractères. L'excellence scientifique était, bien entendu, au cœur de la sélection. Nous avons tenu à représenter les 6 disciplines scientifiques, dites STIM (physique, chimie, mathématiques/informatique, sciences de la Terre, biologie/médecine et ingénierie), en équilibrant sur la période considérée. L'engagement de ces femmes dans la société a également été un élément différenciant, nous avons salué leurs actions en temps de guerre ou leurs contributions pour améliorer la condition féminine.

Qu'est-ce qui fait d'Alice Sollier, une pionnière ?

Elle est la première femme noire bachelière. Alice Sollier obtient le baccalauréat ès sciences en 1879 et le baccalauréat ès lettres en 1880 (rhétorique) et 1881 (philosophie). Il faut savoir qu'avant 1924, le bac ne permettait pas aux femmes d'accéder à l'enseignement supérieur. Elle devient aussi la première femme noire docteur en médecine, en 1887. Il était indispensable de la mentionner ! Alice Sollier était une femme extrêmement volontaire, elle a dû faire preuve d'une ténacité exceptionnelle pour contrer les obstacles et les idées reçues de l'époque. Elle cumulait les « handicaps » : femme, noire, issue d'un milieu modeste, pourtant elle effectue un parcours sans faute. Pendant la Première Guerre mondiale, elle dirige seule le Sanatorium de Boulogne, qu'elle codirigeait jusqu'alors avec son mari. Elle assure la continuité des

soins et organise l'évacuation de tous les patients hors du sanatorium pour assurer leur sécurité, avant de les ramener à Boulogne une fois tout danger écarté. C'est admirable. Il était important de l'honorer.

72 femmes de sciences pour la tour Eiffel, éditions M&F, 120 pages. Sortie le 25 avril 2026





DES BORDS DU MARONI À L'OPÉRA DE PARIS

Le 13 février dernier, la visite de la ministre des Outre-Mer à Saint-Laurent-du-Maroni, s'est conclue par une démonstration de breakdance de la Compagnie des jeunes sans limites (CJSL), suscitant un vif enthousiasme des jeunes et des édiles réunis. Mais ce n'est que le début : en avril, 12 danseuses et danseurs s'envoleront pour l'Opéra national de Paris pour présenter YANA, une immersion au cœur d'une Guyane plurielle mêlant breaking et danses traditionnelles. Création de Samuel Fania et Amine Boussa, chorégraphe pour l'Académie de l'Opéra national de Paris.

Texte Mathieu Rached



En savoir plus

Ce qu'il ne fallait pas louper !

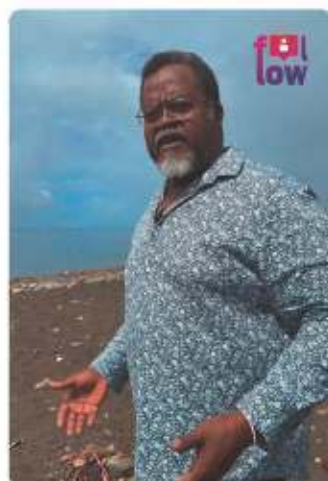
VOICI LES CONTENUS QUI VOUS ONT CAPTIVÉS CES DERNIÈRES SEMAINES.
(RE)DÉCOUVREZ LES MOMENTS FORTS QUI ONT RÉSONNÉ
SUR NOS PLATEFORMES À TRAVERS CES TROIS VIDÉOS
AYANT GÉNÉRÉ LE PLUS D'ENGAGEMENT.



JOEYSTARR : CRÉOLITÉ ET IDENTITÉ

Invité par la distillerie Bonne Mère pour les rhums Carnival Sun Juice, Joeystarr se livre sur son rapport intime à la créolité. Entre l'éducation stricte sous l'ère du BUMIDOM et l'impératif d'assimilation, il revient sur un parcours marqué par le silence imposé. Son message aujourd'hui ? Ne plus vivre dans le regard des autres pour embrasser pleinement son identité.

▶ 499 084 vues
♥ 8 174 Interactions



SUR LES TRACES DES AMÉRINDIENS

À Baillif, le site de La Madeleine nous fait remonter le temps, il y a 2 000 ans, à la rencontre des peuples Arawaks, Taïnos et Kalinagos. Jean-Claude Glandor, de l'Ordre des gardiens du patrimoine guadeloupéen, nous dévoile leur quotidien, leur alimentation et leur vie spirituelle. Une immersion historique fascinante qui redonne vie aux légendes oubliées de l'Anse des Deux Sœurs.

▶ 344 925 vues
♥ 17 603 Interactions



SÉISME DE 1843 : SE SOUVENIR POUR MIEUX PRÉVENIR

Le sismologue Christian Anténor-Habazac revient sur le séisme de 1843, l'un des plus violents subis par les Petites Antilles. Commémorer cette catastrophe permet de mieux comprendre les zones sensibles pour se préparer au futur « Big One ». Un devoir de mémoire essentiel pour renforcer la prévention, protéger nos populations et construire une Guadeloupe plus résiliente.

▶ 187 629 vues
♥ 6 346 Interactions



@EWAG.FR

Avril 2026



on arrêterait de rêver de l'ailleurs pour construire l'ici ?

Retrouvez toute la
programmation 2026



Vous souhaitez communiquer ? CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43





THE NEW X3

MAÎTRISEZ CHAQUE INSTANT.



MBM MARTINIQUE - Centre Commercial La Galleria
97232 Le Lamentin 0596 50 43 24

Modèle présenté : BMW X3 M50 xDrive : Consommation (mixte combinée) : 7,7 - 8 l/100 km. Émissions CO₂ (combinées) : 175 - 181 g/km.
Photo non contractuelle. Sous réserve d'erreurs typographiques. Voir conditions en concession.



Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer.